

#### IV. POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR

##### 1) INTRODUCTION

1. Durant la période considérée, l'Indonésie a pris des mesures importantes pour libéraliser ses régimes en matière de commerce, d'investissement et de réglementation dans plusieurs secteurs clés, mais certains secteurs ont été plus touchés que d'autres par cette libéralisation.

2. L'agriculture, dont dépendent la plus grande partie de la population et les pauvres, joue un rôle central dans la poursuite de l'objectif qui est de faire reculer la pauvreté. Les deux tiers des ménages agricoles, qui sont des consommateurs nets de riz, ont été durement touchés lorsque le gouvernement a annoncé une restriction saisonnière à l'importation de riz à partir de janvier 2004, restriction qui a été reconduite à maintes reprises et est en fait devenue permanente. L'Indonésie a éliminé un certain nombre de restrictions par voie de licences qui nuisaient à l'agriculture. Des règlements sanitaires et phytosanitaires et sur la qualité des produits alimentaires ont abouti à des restrictions à l'importation, en particulier pour les animaux, les produits animaux et d'autres produits alimentaires devant faire l'objet d'un certificat *halal*. Dans le secteur de la sylviculture, l'interdiction d'exporter des grumes a été rétablie pour contenir les pertes résultant de la contrebande de grumes issues d'abattages illégaux, qui représenteraient plus de la moitié de la production. Cependant, cette mesure n'est peut-être pas le bon moyen de remédier aux dommages causés à l'environnement par les abattages illégaux et risque, au contraire, d'avoir pour effet de faire baisser les prix, et donc d'encourager la transformation sur le territoire national des produits du bois.

3. La libéralisation de 2001 dans le secteur du pétrole et du gaz a permis à des sociétés étrangères d'entrer sur le marché du pétrole, en particulier aux niveaux de la prospection et de la production; les sociétés privées ont désormais le droit d'ouvrir des points de vente au détail de combustible. Le monopole dont bénéficie la société Pertamina pour l'importation et la distribution de combustible a été démantelé et les activités de raffinage, d'entreposage et de transport ont été libéralisées; la Pertamina était censée être privatisée en 2006. Une loi sur l'électricité adoptée en septembre 2002 prévoyait qu'il serait mis fin au monopole de la société d'électricité d'État sur la distribution de l'électricité, et que les entreprises nationales et étrangères pourraient vendre de l'électricité directement aux consommateurs dans un délai de cinq ans. En janvier 2005, toutefois, la Cour constitutionnelle a annoncé que la loi était inconstitutionnelle et celle-ci a été annulée.

4. La moyenne des taux NPF appliqués dans le secteur manufacturier a été réduite, mais certaines branches de production (produits chimiques, ouvrages en métaux, véhicules automobiles, motocycles et bicyclettes) restent soumises à des taux élevés. Dans le sous-secteur des textiles et vêtements, la protection tarifaire NPF moyenne est tombée à 10,3 pour cent. Toutefois, depuis 2002, en vertu d'un décret concernant les accords d'importation de textiles, seules peuvent obtenir des licences d'importation les sociétés qui fabriquent des produits finis à partir de tissus importés. Il n'y a pas de limite à la propriété étrangère dans le secteur de l'automobile et il n'existe aucune prescription ou incitation relative à la teneur en éléments nationaux. Les obstacles tarifaires ont également été diminués, bien qu'ils restent importants par rapport aux autres pays.

5. Le secteur financier a subi une opération majeure de restructuration et de réforme depuis la crise financière de 1997-1998. L'Agence indonésienne de restructuration des banques (IBRA) a supervisé nombre de regroupements durant ses six années d'activités, mais une grande partie du système bancaire reste sous contrôle gouvernemental. Durant la période considérée, l'Indonésie a continué de s'acheminer vers l'établissement d'un secteur bancaire privé fort et compétitif même si les deux plus grandes banques d'État accusent toujours une gouvernance défailante et détiennent un grand nombre de prêts improductifs. Selon la Banque d'Indonésie, la proportion des prêts

improductifs par rapport au nombre total de prêts bancaires est passée à 9,3 pour cent en 2006, contre 8,2 pour cent en 2003. Les banques, avec 80 pour cent des avoirs financiers, dominent toujours le système financier, mais le renforcement des établissements financiers non bancaires tels que les compagnies d'assurance, les sociétés de financement et les caisses de retraite, qui ont une taille modeste pour un pays tel que l'Indonésie, est devenu un impératif de la politique, comme l'a indiqué le programme de réforme de la politique du secteur financier pour 2006. Le développement des établissements financiers non bancaires promet d'améliorer l'accès à des services financiers à faible coût et de canaliser l'épargne intérieure vers des investissements rentables.

6. L'Indonésie a engagé une réforme majeure de sa politique des télécommunications, qui a amené un accroissement de la participation du secteur privé et des entreprises étrangères. Les deux principaux opérateurs, PT Telkom et PT Indosat, qui appartiennent à l'État à hauteur de 65 et de 16 pour cent respectivement, ont été en partie vendus à des investisseurs privés. Des licences faisant jouer la concurrence ont été attribuées pour offrir des services de téléphonie mobile GSM, l'accès à Internet et d'autres services à valeur ajoutée.

7. Étant donné la taille et la géographie insulaire de l'Indonésie, la mise en place de l'infrastructure de transport considérable essentielle à son développement économique et social ne sera pas chose facile. La politique de développement du réseau routier est axée sur l'accroissement de la capacité et de la qualité des routes par le renforcement des grands corridors routiers nationaux et l'amélioration de l'accès aux régions éloignées et moins développées. L'efficacité du réseau portuaire est généralement déficiente et impose des délais et des coûts additionnels pour les cargaisons et les exportations nationales. Si les principaux aéroports fonctionnent bien, l'accroissement de la demande de transports dû à la déréglementation et à la prolifération des compagnies aériennes à bas prix exerce une pression sur la capacité des petits et moyens aéroports.

8. Le secteur agricole (y compris l'élevage, la pêche et la sylviculture) a représenté presque 13 pour cent du PIB en 2006; il demeure le secteur le plus important sur le plan de l'emploi, assurant des moyens d'existence à plus de 44 pour cent de la population active, ce qui indique que la productivité de la main-d'œuvre dans ce secteur n'est que le cinquième de celle du reste de l'économie. Le pays est richement doté en ressources minérales, lesquelles ont été exploitées de manière intensive, ce qui a permis au secteur minier d'apporter une importante contribution aux exportations. Le secteur manufacturier a commencé à se développer rapidement au milieu des années 80, et en 2006 il représentait pour 28 pour cent du PIB. Plus récemment, le secteur des services s'est lui aussi développé, dopé par l'industrie des voyages et du tourisme; en 2006, il a représenté plus de 40 pour cent du PIB et employait près de 38 pour cent de la population active (tableau IV.1).

**Tableau IV.1**  
**Part des différents secteurs dans le PIB et l'emploi, 2002-2006**

	2002	2003	2004	2005	2006 <sup>a</sup>
<i>Pour cent</i>					
<b>Part des différents secteurs dans le PIB aux prix courants</b>					
Agriculture, sylviculture et pêche	15,5	15,2	14,3	13,1	12,9
Industries extractives	8,8	8,3	8,9	11,1	10,6
Pétrole brut et gaz naturel	5,1	4,7	5,2	6,4	5,6
Industries manufacturières	28,7	28,3	28,1	27,7	28,0
Électricité, gaz et eau	0,8	1,0	1,0	1,0	0,9
Bâtiment et travaux publics	6,1	6,2	6,6	7,0	7,5
Services	40,1	41,1	41,0	40,2	40,1
Vente de gros et de détail	13,3	12,9	12,5	12,1	11,6

	2002	2003	2004	2005	2006 <sup>a</sup>
Hôtellerie et restauration	3,8	3,7	3,5	3,3	3,3
Transport, entreposage et communications	5,4	5,9	6,2	6,5	6,9
Services financiers	4,5	4,5	4,2	4,0	3,8
Immobilier et entreprises	4,0	4,2	4,3	4,3	4,3
Administration publique	4,6	5,0	5,3	4,9	5,0
Services à la personne et autres	4,5	4,8	5,0	5,1	5,1
<i>Variation annuelle en pourcentage</i>					
<b>PIB par activité économique aux prix du marché de 2000</b>					
Agriculture, sylviculture et pêche	3,4	3,8	2,8	2,7	3,0
Industries extractives	1,0	-1,4	-4,5	3,1	2,2
Pétrole brut et gaz naturel	-3,0	-4,7	-4,3	-1,8	-1,3
Industries manufacturières	5,3	5,3	6,4	4,6	4,6
Électricité, gaz et eau	8,9	4,9	5,3	6,3	5,9
Bâtiment et travaux publics	5,5	6,1	7,5	7,4	9,0
Services	5,2	5,5	6,5	5,9	5,9
Commerce de gros et de détail	4,1	5,6	5,5	8,9	6,4
Hôtellerie et restauration	4,9	4,8	6,5	6,0	4,8
Transport, entreposage et communications	8,4	12,2	13,4	13,0	13,6
Services financiers	4,8	5,7	6,5	5,1	2,6
Immobilier et entreprises	9,1	8,0	9,0	8,7	9,1
Administration publique	0,4	0,9	1,7	1,9	4,0
Services à la personne et autres	7,4	8,0	9,0	7,9	8,1
<b>Part des différents secteurs dans l'emploi total</b>					
Agriculture, sylviculture et pêche	44,3	46,4	43,3	44,0	44,5
Industries extractives	0,7	0,8	1,1	1,0	1,0
Industries manufacturières	13,2	12,4	11,8	12,7	12,2
Électricité, gaz et eau	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Bâtiment et travaux publics	4,7	4,4	4,8	4,9	4,6
Services	36,9	35,9	38,6	37,3	37,6
Vente de gros et de détail, restauration et hôtellerie	19,4	18,6	20,4	19,1	19,5
Transport, entreposage et communications	5,1	5,3	5,8	6,0	5,7
Finance et assurance, immobilier et entreprises	1,1	1,4	1,2	1,2	1,2
Services fournis à la collectivité, services sociaux et services personnels	11,3	10,6	11,2	11,0	11,1

a Chiffres provisoires.

Source: Banque d'Indonésie, *Annual Report 2005 and Employment Statistics*; et données communiquées par les autorités.

## 2) AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

### i) Caractéristiques générales

9. L'agriculture a représenté 12,9 pour cent du PIB et a occupé 44,5 pour cent de la population active en 2006; elle fait vivre la plus grande partie de la population indonésienne et les pauvres, et joue un rôle central dans la poursuite de l'objectif qui est de faire reculer la pauvreté et de faciliter le développement rural et la création d'emplois. Le commerce des produits agricoles représente 16,7 pour cent des exportations et 11,5 pour cent des importations. L'Indonésie est le premier producteur mondial de noix de coco, le deuxième producteur mondial de coprah, de palmistes, d'huile

de palme et de caoutchouc naturel, et le troisième producteur mondial de riz. La production est concentrée dans les îles de Java, de Sumatra et de Sulawesi. Les petites exploitations (d'une superficie moyenne de 1 hectare) occupent la plus grande partie des terres cultivées (87 pour cent) et produisent principalement des cultures vivrières, dont 90 pour cent de la production totale de riz et de maïs. Les grandes exploitations, qui appartiennent soit au secteur public soit au secteur privé, comptent pour une petite part de la production agricole mais pour une plus grande part des exportations de produits agricoles tels que le caoutchouc, l'huile de palme, le café et le cacao. Le PIB sectoriel est dominé par les cultures vivrières (52 pour cent), dominées elles-mêmes par le riz avec une production de plus de 54 millions de tonnes en 2006 (tableau IV.2).

**Tableau IV.2**  
**Production des principales cultures, 2003-2006**  
(en milliers de tonnes)

Culture	2003	2004	2005	2006 <sup>b</sup>
Riz	52 138	54 088	54 151	54 402
Maïs	10 886	11 225	12 524	11 611
Fève de soja	672	723	808	749
Sucre	1 631	2 051	2 242	..
Huile de palme	10 441	12 849	13 112 <sup>a</sup>	13 391
Viande de bœuf	370	448	359	389
Viande de poulet	1 118	1 191	1 126	1 333
Lait	553	550	536	578
Caoutchouc	1 792	1 662	2 271	2 367
Cacao	697	717	610	779
Café	664	612	640	653
Manioc	18 524	19 425	19 321	19 928
Orange	1 442	2 071	2 214	..
Banane	4 177	4 874	5 178	..
Piment	1 067	1 101	..	..

.. Non disponible.

a Chiffres préliminaires.

b Chiffres préliminaires.

Source: Bureau central de statistique (BPS); et renseignements communiqués par les autorités indonésiennes.

10. L'Indonésie est un exportateur net de produits agricoles, dont la plus grande partie est constituée d'huile de palme et de caoutchouc en termes de volume de produits exportés. Elle est le deuxième producteur mondial d'huile de palme brute, laquelle, avec des exportations d'une valeur d'environ 4,5 milliards de dollars EU, est devenue la plus importante culture de rapport du pays. Elle est le deuxième producteur mondial de caoutchouc, exportant approximativement 90 pour cent de sa production, pour une valeur totale excédant 3 milliards de dollars EU en 2005. Elle est également le troisième producteur mondial de cacao, avec une part estimative de 13 pour cent du marché mondial; des investisseurs étrangers et nationaux sont actuellement actifs dans ce secteur. Les importations sont plus diversifiées, avec des volumes élevés pour la fève de soja et le sucre; par ailleurs, une proportion élevée des importations est constituée d'aliments pour animaux (tourteaux de graines oléagineuses), et une proportion élevée des exportations est constituée de matières premières (coton). En 2003, l'Indonésie était le premier importateur mondial de riz, avec 13,5 pour cent des importations mondiales (tableau IV.3); mais le troisième producteur mondial de cette denrée, après la Chine et l'Inde, avec 8 pour cent de la production mondiale. En raison de l'interdiction actuelle des

importations de riz, en dehors des quantités importées par la BULOG pour reconstituer les stocks publics, seules des quantités enregistrées limitées de riz ont été importées en 2006.<sup>1</sup>

**Tableau IV.3**  
**Exportations et importations des principales cultures, 2003-2006**  
(en tonnes)

Culture	Exportations				Importations			
	2003	2004	2005	2006 <sup>a</sup>	2003	2004	2005	2006 <sup>a</sup>
Riz	676	904	44 914	885 844	1 428 506	236 867	195 015	180 331
Maïs	33 691	32 679	9 473	26 785	1 345 446	1 088 928	234 706	1 013 251
Fève de soja	..	18 380	9 151	5 306	..	2 881 735	2 982 986	2 814 971
Sucre	82 065	196 341	228 878	371 102	1 572 457	634 900	2 049 229	1 067 686
Huile de palme	7 053 651	10 967 882	11 492 535	8 079 564	5 613	8 459	13 945	5 924
Viande de bœuf	..	19	86	..	..	11 772	15 349	..
Viande de poulet	..	101	..	..	..	1 194	3 755	..
Lait	49 593	40 935	35 385	..	117 318	165 411	133 486	..
Caoutchouc	1 660 939	1 872 926	2 023 781	1 574 295	14 065	19 474	6 592	3 674
Cacao	357 737	368 758	465 162	423 722	41 339	51 017	53 865	28 331
Café	323 904	349 177	445 930	285 669	4 397	5 690	3 195	3 528
Manioc	..	448 596	343 374	33 338	..	58 080	103 128	170 786
Orange	..	1 397	1 435	484	..	94 866	91 078	77 274
Banane	..	1 197	3 647	4 296	..	408	410	..
Piment	..	..	1 617	2 031	..	..	7 990	7 691

.. Non disponible.

a Jusqu'à août 2006.

Source: Bureau central de statistique (BPS).

## ii) Principaux faits nouveaux

11. Le plan de développement à moyen terme pour 2004-2009 identifie comme suit les principaux facteurs qui limitent la croissance du secteur agricole: niveau de pauvreté relativement élevé et qualité de vie médiocre des agriculteurs; insuffisance des incitations à investir dans l'accroissement des productions; faible niveau de transfert technologique pour la transformation des produits, d'où une faible productivité; forte dépendance à l'égard de la consommation de riz, principale culture vivrière; et manque d'infrastructures de base et accès insuffisant aux marchés et aux services. Dans le cadre du plan de développement, le gouvernement a amorcé un plan de relance du secteur agricole ayant pour objectif de parvenir à un taux de croissance annuel moyen d'environ 3,5 pour cent au cours de la période de 2004 à 2009 et d'accroître les revenus et améliorer le bien-être des agriculteurs. Le plan propose d'augmenter les investissements dans les infrastructures essentielles, en particulier les routes qui servent à acheminer les produits agricoles jusqu'aux marchés et les systèmes d'irrigation; d'encourager la diversification vers des cultures à plus grande valeur ajoutée; d'intensifier la recherche agricole; et de s'assurer davantage que la qualité des produits exportés répond aux normes mondiales.

<sup>1</sup> Pour renforcer les réserves nationales du stock régulateur de riz, la BULOG a acheté au Viet Nam 110 000 tonnes de riz en janvier 2006, et a passé une nouvelle commande de 210 000 tonnes de riz vietnamien en septembre, pour livraison à la mi-décembre 2006.

12. Comme près des deux tiers des chefs de ménage des familles pauvres travaillent dans l'agriculture, une réduction importante de la pauvreté passe nécessairement par l'accroissement de la productivité de l'agriculture. L'agriculture a toujours donné de bons résultats et contribué de manière significative à la croissance du pays, en faisant augmenter le niveau d'emploi et reculer la pauvreté. Ces résultats ont été obtenus avec une agriculture axée sur les cultures vivrières de base que sont le riz, le maïs, le sucre et la fève de soja. Toutefois, étant donné que les gains de productivité ont sensiblement ralenti pour la plupart des cultures vivrières et que la majorité des agriculteurs exploitent moins de 1 hectare de terre, ces cultures n'ont plus le potentiel de générer autant d'emplois additionnels et de croissance des revenus. D'après la Banque mondiale, la productivité totale des facteurs est négative dans l'agriculture depuis le début des années 90, puisqu'on est passé d'un gain annuel de 2,5 pour cent pendant les années 1968 à 1992 à une contraction annuelle de 0,1 pour cent durant la période de 1993 à 2000.<sup>2</sup>

a) Mesures à la frontière

*Protection tarifaire et engagements de consolidation*

13. Lors du Cycle d'Uruguay, l'Indonésie a consolidé 100 pour cent des lignes tarifaires agricoles; le nombre de lignes consolidées est passé à 1 500 contre seulement 65 avant les négociations. De manière générale, les taux appliqués sont nettement inférieurs aux taux consolidés. La moyenne des taux consolidés est de 47 pour cent tandis que la moyenne des taux appliqués est de 8,7 pour cent. L'écart entre les taux consolidés et les taux appliqués varie selon le secteur. Il est minime dans le cas des boissons et des spiritueux mais dans d'autres secteurs le taux appliqué représente environ un dixième du taux consolidé (tableau IV.4).

**Tableau IV.4**  
**Taux consolidés et taux appliqués dans le secteur de l'agriculture, 2007**

Produit	Taux appliqué (%)	Taux consolidé (%)
Fruits et légumes	5,0	47,0
Café, thé, maté, cacao et produits dérivés	4,9	45,3
Sucres et confiseries	550 Rp/kg ( $\pm 10\%$ )	58,3
Épices, céréales et autres préparations alimentaires	5,2	39,9
Graines		68,4
dont le riz	430 Rp/kg ( $\pm 30\%$ ) <sup>a</sup>	160,0
Animaux et produits d'origine animale	4,4	44,0
Graines oléagineuses, matières grasses et productions dérivées	3,8	39,9
Fleurs coupées, végétaux, matières d'origine végétale, etc.	5,8	40,7
Boissons et spiritueux	67,9	98,1
Produits laitiers	5,0	74,0
Tabac	10,7	40,0
Autres produits agricoles	4,3	40,2

a 450 Rp/kg depuis 2004.

Source: OMC (2004), *Rapport sur le commerce mondial 2004*; et autorités indonésiennes.

14. Fixés initialement à zéro (au titre de l'engagement concernant les produits alimentaires pris par l'Indonésie auprès du FMI), les tarifs pour le riz et le sucre ont été majorés lorsque le monopole de la BULOG sur les importations a été démantelé. Les tarifs frappant les divers types de sucre ont été

<sup>2</sup> Banque mondiale (2006d), page xvi.

réduits à la faveur d'un plan de restructuration de l'industrie sucrière, y compris la fermeture de deux sucreries d'État inefficaces. En 2003, le gouvernement a abandonné la tarification *ad valorem* au profit de la tarification spécifique pour lutter contre des pratiques de sous-facturation en particulier. Dans le cas du riz, le tarif a été fixé à un taux spécifique de 430 rupiah/kg en 2000<sup>3</sup> (avec un équivalent *ad valorem* de quelque 30 pour cent). Les tarifs pour le sucre et le riz étaient censés être temporaires mais ils sont toujours en vigueur.

*Protection non tarifaire à la frontière*

15. Durant la période considérée, l'Indonésie a éliminé un certain nombre de restrictions sous forme de licences se rapportant à des produits agricoles. Des restrictions s'appliquent toujours pour les boissons alcooliques<sup>4</sup>; elles devront vraisemblablement être éliminées un jour à moins que le pays n'obtienne des exemptions spéciales. L'Indonésie a accordé à la BULOG, l'agence nationale chargée de la logistique pour les produits alimentaires, le droit exclusif d'importer le riz, la fève de soja, le sucre, la farine de blé et l'ail, et au BPPC, un office de commercialisation du clou de girofle, le droit exclusif d'importer ce produit. L'Indonésie a notifié à l'OMC que la BULOG<sup>5</sup> fonctionne comme une entreprise commerciale d'État au sens de l'article XVII du GATT. La constitution de la Perum Bulog en entreprise commerciale d'État a pour objet de soutenir les producteurs nationaux de riz et de stabiliser le prix du riz à la consommation et à la production. Dans le cadre de ses fonctions prévues par la loi, cet organisme s'occupe des achats à l'échelle nationale, des ventes et de la distribution, des importations et des exportations, ainsi que de la gestion des stocks de réserve de riz.

16. Des réglementations de nature sanitaire et phytosanitaire et sur la qualité des aliments ont entraîné des restrictions à l'importation, frappant en particulier les animaux et les produits animaux et d'autres produits alimentaires devant faire l'objet d'un certificat *halal*.

b) Mesures de soutien interne

17. L'Indonésie maintient un certain nombre de programmes internes considérés comme des soutiens internes au sens de l'Accord sur l'agriculture. Il s'agit de programmes concernant les services de caractère général, la promotion du développement agricole, les systèmes de stockage et de prix administrés pour certains produits, et l'aide alimentaire intérieure. La plupart de ces programmes semblent relever de la catégorie verte, ainsi qu'ils ont été notifiés à l'OMC.<sup>6</sup>

**iii) Mesures visant certains produits**

18. Le secteur de l'agriculture peut se diviser en cinq grands sous-secteurs: cultures vivrières, cultures de rapport, élevage, pêche et sylviculture. Les cultures vivrières prédominantes sont le riz et d'autres denrées de base comme le maïs, le manioc, la patate douce et la fève de soja, traditionnellement cultivés sur des exploitations relativement petites. L'Indonésie est également un important producteur d'un large éventail de cultures de rapport, y compris le caoutchouc, l'huile de

---

<sup>3</sup> Depuis 2004, le tarif spécifique est de 450 rupiah/kg.

<sup>4</sup> Deux entreprises s'occupent de l'importation de boissons alcooliques: PT Perusahaan Perdagangan Indonesia et PT Sarinah; elles sont toutes les deux des entreprises d'État.

<sup>5</sup> Document de l'OMC G/STR/N/10/IDN du 23 août 2004. Les autorités notent que la BULOG (et le BPPC) n'ont plus l'exclusivité du droit d'importer.

<sup>6</sup> Document de l'OMC G/AG/N/IDN/26/Corr.1 du 27 novembre 2001.

palme, le coprah, le café, le thé, le cacao, le sucre et le tabac. La plupart de ces produits sont cultivés dans des plantations commerciales et sont destinés principalement à l'exportation.

### *Riz*

19. Le riz est la culture vivrière la plus importante et l'aliment de base préféré de la vaste majorité des Indonésiens. Il a toujours été au centre de la politique concernant l'agriculture et la sécurité alimentaire. Par le biais de sa politique agricole, le gouvernement a tenté de stabiliser les prix du riz en intervenant sur les marchés afin de défendre un prix plafond pour les consommateurs et un prix plancher pour les producteurs, et en contrôlant le commerce de cette denrée (encadré IV.1). L'autosuffisance a été atteinte pendant une brève période en 1985 et l'est de nouveau depuis 2004, mais dans l'intervalle le pays est devenu l'un des plus importants importateurs de riz au monde. Au cours de la période considérée, le gouvernement a été de plus en plus poussé à tenir compte des doléances des producteurs de riz qui se plaignaient des bas prix, en particulier au moment des récoltes, qu'ils avaient tendance à imputer à l'abondance des importations moins chères. En janvier 2004, le gouvernement a annoncé que les importations de riz seraient interdites pendant six mois afin de protéger les agriculteurs durant la récolte principale. L'interdiction a été ultérieurement prolongée, et demeure en place étant donné que les récoltes abondantes qui ont caractérisé les années 2004 à 2006 ont réduit le besoin d'importer. En 2005, l'Indonésie a produit 54 millions de tonnes de riz non décortiqué, ce qui équivalait à 32,4 millions de tonnes de riz décortiqué. Les besoins intérieurs sont évalués à quelque 32 millions de tonnes.

**Encadré IV.1: Principaux éléments de la politique relative au riz – Subventions aux engrais et semences, mécanisme de crédit pour la sécurité alimentaire, prix d'achat du riz paddy et contrôles à l'importation**

La subvention aux engrais est versée indirectement sous la forme d'une subvention pour le gaz consommé par les usines d'azote/d'urée, et a représenté en 2006 la somme de 3 006 milliards de rupiah. La subvention pour le gaz réduit le prix usine, ce qui permet aux petits exploitants (la plupart du temps des producteurs de cultures vivrières) d'acheter leurs engrais à des prix abordables. Le montant des subventions pour le gaz est limité à la production nécessaire pour les petits agriculteurs. Le gouvernement indonésien fixe les prix planchers applicables dans les points de vente des engrais aux agriculteurs.

Le gouvernement subventionne également l'achat de semences de certaines cultures vivrières: riz, maïs et fèves de soja. Deux entreprises d'État, PT Sang Hyang Seri et PT Pertani, ont été désignées comme fournisseurs de semences subventionnées pour la période comprise entre 1986 et 2006 (Décret n° 100/PMK/2005 du Ministre des finances). En 2006, le montant de la subvention a été de 165 milliards de rupiah; elle a permis aux agriculteurs de bénéficier de prix plus bas. En 2007, le Ministère de l'agriculture prévoit de fournir des semences subventionnées directement aux agriculteurs pour une valeur totale de 1,7 billion de rupiah.

Pour faciliter l'accès aux services financiers, le gouvernement indonésien offre des crédits subventionnés aux petits exploitants agricoles. Ceux-ci paient un intérêt de 9 pour cent par année, le gouvernement prenant à sa charge la différence entre le taux commercial et le taux subventionné. Avec ce mécanisme, les petits agriculteurs devraient avoir davantage accès au financement accordé par les banques commerciales étant donné que les risques liés au crédit sont partagés entre l'État, les banques commerciales et les agriculteurs.

À des fins incitatives, le gouvernement détermine le prix d'achat du riz généralement avant le début de la saison de plantation (vers octobre). En 2006, ce prix a été de 3 350 rupiah/kg, soit environ 365 dollars EU la tonne.



Le gouvernement indonésien a du mal à imposer des droits d'importation élevés sur le riz pour protéger ses producteurs nationaux et son secteur rizicole. Le droit spécifique perçu à l'importation de 430 rupiah/kg a été consolidé en 2000. Toutefois, les importations illégales et le marché noir présentent deux difficultés majeures, étant donné la faiblesse des prix à l'extérieur des frontières, qui diminuent l'efficacité de la protection tarifaire et des mesures restrictives à l'importation.

*Source:* Renseignements communiqués par les autorités indonésiennes.

20. Étant donné que le riz représente 24 pour cent de ce que consomme la population pauvre, le maintien de prix stables est capital pour celle-ci. Les deux tiers des ménages agricoles indonésiens sont des consommateurs nets de riz, c'est-à-dire qu'ils consomment plus de cette denrée qu'ils n'en produisent. La cherté du riz a beaucoup affecté la population pauvre durant la crise de 1997/98 lorsque l'effondrement du cours de la rupiah a provoqué une poussée des prix intérieurs des biens marchands consommés par cette tranche de la population, surtout celui du riz. Le gouvernement a rétabli une relative stabilité macro-économique en 2001, qui a eu pour effet de renforcer le cours de la rupiah et de faire baisser le prix du riz. Au cours de la période considérée, essentiellement en raison des pénuries consécutives à l'interdiction d'importer du riz, le prix de cette denrée a grimpé à environ 30 pour cent au-dessus des prix internationaux, et même 55 pour cent entre février 2005 et mars 2006, soit bien davantage que les prix intérieurs d'autres produits alimentaires; cette situation a été considérée comme le principal facteur de l'augmentation du niveau de pauvreté en 2006.<sup>7</sup> En 2006, le riz indonésien était plus cher de plus de 40 pour cent que le riz importé du Viet Nam (tableau IV.5).

**Tableau IV.5**  
**Écart de prix entre le riz de production nationale et le riz importé, 2003-2006**  
(Prix annuels moyens en Rp/kg)

	2003	2004	2005	2006 <sup>a</sup>
Riz de production nationale	2 786	2 851	3 479	4 425
Riz thaïlandais	2 130	2 849	3 578	3 532
Riz vietnamien	1 981	2 697	3 251	3 115

a Prix moyen de janvier à octobre.

*Source:* Données communiquées par le Ministère de l'agriculture.

21. Avant la crise économique, l'Indonésie avait de bons résultats en matière de stabilisation des prix du riz: le prix réel avait été maintenu à peu près au niveau des prix mondiaux pendant 20 ans. Au cours de cette période, la BULOG avait expressément pour mandat d'assurer la stabilité des prix et bénéficiait du droit monopolistique d'importer pour y parvenir. Son inefficacité croissante<sup>8</sup>, ajoutée à la crise économique, a conduit à l'effondrement du système de stabilisation des prix du riz. À la fin des années 90, la BULOG a perdu son monopole; des licences d'importation ont été accordées à des importateurs généraux sans limite de quantité, et plus de la moitié du riz importé l'a été par le secteur privé.

<sup>7</sup> Dans le passé, l'interdiction d'importer du riz a constamment représenté une source de controverse et de tensions entre les agriculteurs, les groupes de consommateurs, les politiques et les économistes. Dans son récent rapport sur l'Indonésie, la Banque mondiale a proposé de lever l'interdiction, qui avait contribué à la forte augmentation des prix du riz avec, comme conséquence, un accroissement de la pauvreté. Les organisations nationales de producteurs de riz sont fortement opposées aux importations. Banque mondiale (2006d).

<sup>8</sup> Le monopole de la BULOG à l'importation semblait fonctionner de manière très inefficace, essentiellement parce que l'agence tardait toujours à répondre à la demande, ce qui causait d'importantes fluctuations des prix, pas toujours en faveur des agriculteurs.

22. Il y a eu une brève période de libre-échange du riz entre janvier 1999 et décembre 2003, au début sans tarif et par la suite avec un tarif spécifique de 430 rupiah/kg. À partir de janvier 2004, le gouvernement a annoncé une interdiction saisonnière des importations, prorogée à plusieurs reprises et qui est en fait devenue permanente.<sup>9</sup> La BULOG est devenue une entreprise d'État et, même si elle prétend ne plus avoir pour mandat de stabiliser les prix, elle est chargée de vendre et d'acheter le riz de ses propres stocks. Selon les autorités, la BULOG est en mesure d'absorber environ 5 pour cent de la production rizicole nationale totale.

#### *Pêche*

23. En 1982, la reconnaissance internationale du concept d'État archipel a permis à l'Indonésie de déclarer que les eaux situées entre les nombreuses îles de l'archipel constituaient une zone économique exclusive, s'assurant ainsi une mainmise indiscutée sur les vastes ressources sous-marines de cette région. Elle a commencé à mettre en valeur ces ressources en 1987, à la fois en accordant des permis de pêche à des flottes étrangères et en encourageant les investissements privés dans le secteur de la pêche. Une importance particulière a été accordée à la pêche à la crevette et au thon. En tout état de cause, la productivité de la pêche en haute mer est restée basse tandis que la surpêche menaçait d'épuiser les stocks de poissons dans certaines zones. La pêche illégale, autant par des étrangers que par des nationaux, a elle aussi représenté un problème grave, causant à la fois des dommages environnementaux et des pertes de revenus estimées à quelque 2 milliards de dollars EU par année.<sup>10</sup>

24. La pêche occupe par ailleurs une place importante dans l'économie de subsistance, et le poisson fournit environ les deux tiers des protéines animales consommées par les Indonésiens. Toutefois, il existe un écart croissant entre l'offre et la demande de poisson. De nombreuses pêcheries marines sont en situation de déclin, et la productivité de celles des récifs côtiers est menacée par l'utilisation de techniques de pêche destructives et par le braconnage.<sup>11</sup> Les pêcheries de l'ouest de l'Indonésie sont exploitées au maximum de leur capacité, voire au-delà, ce qui laisse peu de place à une nouvelle expansion de la pêche commerciale.

---

<sup>9</sup> Le Décret n° 9/MPP/2004 autorise l'approbation d'importations ponctuelles afin d'assurer la sécurité alimentaire. Les autorités font valoir que les restrictions à l'importation de riz ont été imposées pendant les périodes de récolte mais ont été reconduites car la situation des prix intérieurs ne s'améliorait pas. Le fondement juridique de cette mesure reposait sur les documents suivants: a) Décret n° 301/PP.040/M/12/2005 du Ministère de l'agriculture concernant la période de récolte du riz de février à mai 2006; et b) Décret n° 1718/M-DAG/12/2005 du Ministère du commerce concernant l'interdiction d'importer du riz pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 juillet 2006, reconduit par le Décret n° 649/M-DAG/12/7/2206 du Ministère du commerce portant prorogation de l'interdiction jusqu'au 31 décembre 2006. Essentiellement en raison de cette interdiction, le niveau global des importations depuis 2004 est inférieur à ce qu'il était au cours des années antérieures.

<sup>10</sup> Ministère des affaires maritimes et de la pêche, 2005.

<sup>11</sup> Le Règlement gouvernemental n° 17/2006 sur la gestion des captures de poissons a introduit un nouveau régime de gestion de la pêche qui interdit aux navires étrangers de pratiquer la pêche dans la zone économique exclusive indonésienne. La création du Ministère indonésien des affaires maritimes et de la pêche joue un rôle important dans l'absorption de la main-d'œuvre, la fourniture de ressources alimentaires, la lutte contre la pauvreté et le développement économique des îles périphériques. Une étape capitale du développement de la pêche a été la prorogation de la nouvelle loi sur la pêche (Loi n° 31/2004) qui vise à améliorer les conditions de vie des petits pêcheurs et pisciculteurs; à accroître les recettes et les avoirs en devises de l'État; à accroître l'offre et la consommation de poisson, importante source de protéines; à optimiser la gestion des ressources halieutiques; à accroître la productivité, la valeur ajoutée et la compétitivité; et à préserver les ressources halieutiques.

25. L'effort de la pêche commerciale est concentré sur les espèces de grande valeur telles que la crevette et le thon. La pêche a représenté 2,4 pour cent du PIB en prix constants en 2004. La valeur des exportations de crevettes seules a atteint 824 millions de dollars EU en 2004, et la valeur totale des exportations de poisson quelque 2 milliards de dollars EU. Du fait de sa géographie, l'Indonésie compte plus de 17 000 îles et 81 000 km de côtes, ce qui offre des conditions idéales pour la pêche à la crevette en eaux saumâtres et permet de soutenir la croissance des exportations de crevettes. Le premier marché d'exportation de la crevette indonésienne est le Japon, suivi des CE et des États-Unis. L'un des principaux défis que doit relever ce secteur a trait aux normes de qualité imposées par les importateurs des pays développés, qui exigent entre autres l'absence de contamination par des antibiotiques; les producteurs de crevettes indonésiens ne parviennent pas à satisfaire à ces normes. Les autres problèmes sont la faible productivité et le coût élevé de la production de crevettes indigènes, raisons pour lesquelles il a été difficile de faire face aux importations de crevettes bon marché en provenance de la Chine, de la Thaïlande et du Viet Nam.

#### iv) Sylviculture

26. Au cours de la dernière décennie, la sylviculture a représenté de 3 à 4 pour cent du PIB; ce secteur se divise essentiellement en trois grands domaines d'activité, soit l'exploitation des forêts (1,1 pour cent), la fabrication d'articles en bois (1,2 pour cent) et la fabrication de pâtes à papier et d'articles en papier (1,4 pour cent).<sup>12</sup> Les exportations de ce secteur ont représenté près de 8 pour cent des exportations totales en 2004; il s'agissait principalement de bois d'œuvre et d'articles en bois, de boîtes et de produits en papier et, dans une moindre mesure, de pâtes et papiers. Étant donné l'interdiction d'exporter des grumes, les exportations indonésiennes consistent principalement en produits transformés. Les grandes économies asiatiques – Chine, Japon, Corée – consomment plus de la moitié des exportations de contreplaqués, de pâte et de bois sciés indonésiens. Pour sa part, l'État tire des recettes importantes du secteur sylvicole grâce à trois types de redevances (recettes non fiscales): licences de concessions forestières, contributions au fonds de reboisement et redevance forestière. Selon la Banque mondiale, ces redevances ont représenté la somme de 303 millions de dollars EU en 2002 ou environ 0,8 pour cent des recettes publiques totales.<sup>13</sup> Manifestement, ces chiffres ne tiennent pas compte de la valeur des abattages illégaux, qui ont atteint des proportions énormes et dont on estime qu'ils représentent plus de la moitié de la production sectorielle.<sup>14</sup>

27. En vertu de la loi, toutes les ressources sylvicoles appartiennent à l'État mais les droits d'exploitation sont loués à des sociétés privées dans le cadre du système de concessions forestières. Le nombre de concessions et la superficie qu'elles couvrent ont diminué de plus de la moitié ces dix dernières années: en 1993, on dénombrait près de 600 concessions exploitées sur plus de 60 millions d'hectares, alors qu'en 2006 il en restait 315 sur moins de 30 millions d'hectares (tableau IV.6). Les dispositions législatives sur l'autonomie régionale, introduites en 2001, autorisaient les gouvernements de district à octroyer des microconcessions; il s'avère que de nombreux permis de ce genre aient été

---

<sup>12</sup> Banque mondiale (2006e), page 64.

<sup>13</sup> Banque mondiale (2006e).

<sup>14</sup> Certaines estimations font état de chiffres bien plus élevés. Par exemple, selon l'organisation Telepak, qui fait partie d'un réseau de 30 organisations de la société civile travaillant sur les questions "FLEGT" ("application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux"), l'Indonésie est affligée d'un des plus graves problèmes d'abattage illégal dans le monde avec plus de 80 pour cent de sa production de bois d'œuvre obtenue illégalement. Le taux de déforestation est également parmi les plus élevés, avec plus de 2,8 millions d'hectares (une superficie presque aussi vaste que la Belgique) perdus chaque année.

délivrés, ce qui a probablement créé une certaine confusion dans le secteur et a poussé le rythme d'exploitation au-delà de limites soutenables.

**Tableau IV.6**  
**Concessions de forêts naturelles et de plantations, 1993 et 2002-2006**

Année	Forêts naturelles		Plantations	
	Unités	Millions d'hectares	Unités	Millions d'hectares
1993	575	61,70	..	..
2002	270	28,08	108	5,38
2003	267	27,80	110	5,46
2004	287	27,82	114	5,80
2005	285	27,72	113	5,74
2006	315	28,98	229	9,64

.. Non disponible.

Source: Autorités indonésiennes.

28. Les contreplaqués représentent la principale exportation étant donné que les détenteurs de concession sont encouragés à investir dans les scieries et la fabrication de contreplaqués. La promotion de la production locale a transformé l'Indonésie en force dominante dans le secteur des contreplaqués tropicaux: dans les années 90, elle était le premier producteur de contreplaqués au monde. Cependant, les exportations sont tombées de 4,5 millions de mètres cubes en 2003 (pour une valeur de 1,6 milliard de dollars EU) à 3,1 millions de mètres cubes (pour une valeur de 1,4 milliard de dollars EU) en 2006, étant donné que les coûts élevés de production et la croissance rapide de l'industrie chinoise de transformation du bois ont affecté l'industrie indonésienne.

29. En 2001, le pays a rétabli l'interdiction d'exporter des grumes dans une tentative de contenir les pertes découlant de la contrebande des grumes coupées illégalement. Ce genre de mesure avait été introduit pour encourager la transformation et la création de valeur ajoutée dans le pays et/ou pour protéger l'environnement, par exemple contre les dommages causés par l'abattage illégal (encadré IV.2).

#### **Encadré IV.2: Interdictions d'exporter les grumes**

Les pays producteurs font souvent valoir que les interdictions d'exporter leur permettent de développer leur industrie nationale du bois, facilitent le développement économique et réduisent le besoin de surexploiter les ressources naturelles. Présentée comme une mesure de protection de l'environnement, l'interdiction d'exporter présuppose que la limitation du commerce des grumes entraînera une diminution de la déforestation. De nombreux pays en développement recourent ainsi à des restrictions au commerce du bois d'œuvre pour atteindre des objectifs économiques, environnementaux et sociaux.

Les effets globaux d'une interdiction d'exporter des grumes sont fortement controversés. On constate les effets suivants:

- À court terme, la mesure fera vraisemblablement augmenter la quantité de grumes disponibles sur le marché intérieur, ce qui aura pour effet de faire baisser le prix intérieur et donc stimulera l'expansion de l'industrie de transformation nationale qui cherchera à tirer davantage parti de la valeur des grumes, et en fin de compte contribuera à majorer les recettes générées par le bois d'œuvre et éventuellement à créer des emplois. En revanche, cette mesure revient effectivement à accorder une subvention à l'industrie de transformation et peut également conduire à une augmentation de la cadence de production des grumes afin de soutenir la capacité grandissante de ladite industrie.

- Un prix moindre a pour effet de sous-évaluer la ressource, ce qui diminue la rentabilité de la production légale de grumes (toutes taxes pertinentes acquittées).
- La sous-évaluation peut entraîner des inefficacités et des gaspillages dans les procédés de production, débouchant sur une diminution de la compétitivité du fait de la surprotection de l'industrie nationale.
- Pour que l'interdiction soit efficace, il faut qu'il y ait une réelle volonté politique et des moyens de la faire respecter. L'application de mesures plus globales de protection de l'environnement a davantage de succès lorsque les pouvoirs publics les soutiennent et assurent leur respect.

L'interdiction actuelle d'exporter des grumes appliquée par l'Indonésie n'a permis que dans une mesure limitée de stopper les exportations du fait de ses carences au niveau de la mise en œuvre. Une interdiction efficace, combinée à une réglementation rigoureuse de la capacité des scieries nationales, contribuerait vraisemblablement à limiter la surexploitation, mais ni l'une ni l'autre ne semblent pouvoir se matérialiser dans les circonstances actuelles.

*Source:* Royal Institute of International Affairs (2004), *Flegt and Trade: What will the impacts be?* Document rédigé par Emily Fripp, pages 9 et 10. Adresse consultée: [http://www.illegal-logging.info/papers/FLEGT\\_and\\_Trade\\_Impacts.pdf](http://www.illegal-logging.info/papers/FLEGT_and_Trade_Impacts.pdf) [2 mars 2007].

30. Bien que les exportations de grumes soient interdites, un commerce illégal très substantiel existe avec la Chine et la Malaisie. Le gouvernement a mis en lumière le problème de l'abattage illégal et a ordonné aux dirigeants de 18 organismes publics de coopérer et de coordonner leurs actions pour éradiquer l'abattage illégal et améliorer la transparence et le respect de la primauté du droit.<sup>15</sup> La demande étrangère de bois d'œuvre bon marché semble plus forte que la capacité du pays de faire respecter la loi, ce qui encourage les producteurs à faire des abattages illégaux, les courtiers à faire du commerce illégal et les fonctionnaires à participer à ce commerce illégal. Le gouvernement a complété son effort en vue de faire respecter la loi au niveau interne en signant des accords internationaux avec les CE, le Japon, la Chine et les États-Unis afin d'interdire l'importation de grumes illégales provenant d'Indonésie.

31. À cet égard, le plan d'action de l'Union européenne FLEGT (application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux), lancé initialement en 2003, est au centre des efforts internationaux pour contrôler le commerce des produits du bois. Le FLEGT privilégie l'établissement de mécanismes bilatéraux et, à moyen terme, de mécanismes régionaux, en vue d'identifier les produits légaux et en autoriser l'importation dans l'UE. Les produits non autorisés se verront refuser l'admission. Un dispositif multilatéral d'octroi de licences pour le bois d'œuvre légal est mentionné comme objectif final. Étant donné que le processus du FLEGT est basé sur des accords volontaires, il ne soulève aucune complication au regard de l'OMC s'agissant des restrictions au commerce comme les prescriptions en matière d'étiquetage, les droits de douane ou impositions diverses, les embargos commerciaux ou toute forme de discrimination qui pourrait être visée par des disciplines de l'OMC.

### **3) INDUSTRIES EXTRACTIVES ET ÉNERGIE**

#### **i) Industries extractives**

32. L'Indonésie possède des réserves considérables, mais dans certains cas, non quantifiées de divers minéraux, dont le charbon, la bauxite, le cuivre, le nickel, le fer, les sables, l'or et l'argent. D'après les autorités, les ressources en charbon sont estimées à quelque 61,3 milliards de tonnes, les

<sup>15</sup> Instruction présidentielle n° 4 de 2005.

réserves exploitables se situant à environ 6,7 milliards de tonnes. Les ressources en or, cuivre, étain et nickel sont estimées à, respectivement, 3 165 tonnes, 41,5 millions de tonnes, 462 402 tonnes et 627 millions de tonnes. L'Indonésie est l'un des principaux producteurs d'étain du monde; l'extraction est effectuée principalement par PT Tambang Timah, une société d'extraction et de transformation d'étain appartenant à 70 pour cent à l'État, qui représente 80 pour cent de la production d'étain du pays.<sup>16</sup> La plupart des minéraux sont localisés dans des régions isolées et leur exploitation implique des coûts élevés. Le secteur a connu une croissance rapide entre le début des années 70 et la fin des années 90 mais a été fortement affecté par la crise financière de 1997/98 et par les menaces pour la sécurité et incertitudes juridiques qu'elle a engendrées. Dans de nombreux cas, cela s'est traduit par des baisses de l'investissement et de la production dans le secteur, tendance qui ne va probablement pas s'inverser dans un futur proche. Beaucoup de projets miniers très médiatisés ont été affectés par l'augmentation du risque politique qui a suivi la décentralisation, et ont fait l'objet de différends juridiques et contractuels avec les gouvernements des districts et des provinces. Les contradictions entre la Loi sur les industries extractives, la Loi de 2001 sur l'autonomie des régions<sup>17</sup> et la Loi de 1999 sur les forêts (Loi n° 41/1999) interdisant les mines à ciel ouvert dans les forêts protégées ont exacerbé l'incertitude juridique dans le secteur; cela a conduit à une baisse de 90 pour cent des dépenses des sociétés minières pour la prospection depuis 1997.

## ii) Énergie

33. L'Indonésie est bien dotée en ressources énergétiques et possède des réserves importantes de pétrole, de gaz et de charbon. Elle a également un potentiel considérable pour le développement de l'énergie hydroélectrique et géothermique, ainsi que des ressources d'énergie non conventionnelles comme les énergies éolienne, marémotrice et solaire. La production de pétrole et de gaz naturel a été la principale source de revenus publics jusqu'au début des années 90. Son importance relative a baissé depuis au fur et à mesure que l'économie s'est diversifiée. L'abondance des ressources énergétiques a permis au gouvernement de subventionner les prix intérieurs des combustibles, à hauteur de 4 à 7 milliards de dollars EU par année depuis la crise financière. En 2005, avec la forte hausse des cours mondiaux du pétrole et le pays devenant un importateur net, les subventions pour les combustibles seraient passées à environ 12 milliards de dollars EU. Cela a contraint le gouvernement à augmenter les prix du pétrole de plus de 100 pour cent.

### *Pétrole et gaz*

34. L'Indonésie est le seul membre asiatique de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Sa production de pétrole est tombée à moins de 1 million de barils par jour (bpj), contre 1,4 million en 1991. La baisse de la production reflète le niveau d'investissement relativement bas dans la prospection depuis la fin des années 90 et le fait que la majeure partie du pétrole provient de champs pétrolifères sur le déclin. Durant la période considérée, les niveaux de consommation ont considérablement augmenté, atteignant environ 1,2 million de bpj en 2005, en raison de la croissance

---

<sup>16</sup> La production de minerai d'étain a été de 71 800 tonnes en 1984. On estime qu'une quantité équivalente de minerai est produite illégalement, ce qui a été l'un des facteurs majeurs de la récente faiblesse des cours mondiaux.

<sup>17</sup> Comme il a été expliqué lors de l'examen précédent, le gouvernement a promulgué en 1999 des lois sur l'autonomie des régions qui décentralisaient la réglementation des industries extractives par la délégation de certaines responsabilités aux gouvernements provinciaux et régionaux. Cela a nécessité la reformulation de l'ancienne Loi indonésienne sur les industries extractives et une mise en œuvre plus poussée des lois sur l'autonomie des régions, et la révision de la Loi sur les industries extractives a été très lente durant la période considérée, ce qui explique en grande partie l'incertitude qui plane sur l'environnement réglementaire actuel.

économique rapide et des prix intérieurs des combustibles fortement subventionnés. Les réserves prouvées de pétrole sont restées à 5 milliards de barils et, au rythme de production actuel, devraient durer environ 12 ans. Sans la découverte et la mise en valeur de nouvelles réserves substantielles, la demande intérieure d'énergie, qui croît rapidement, fera inévitablement de l'Indonésie un importateur net de pétrole à titre permanent.

35. En octobre 2001, la Chambre des représentants a adopté une nouvelle loi sur le pétrole et le gaz pour libéraliser le secteur. Avant 2001, Pertamina était à la fois la société pétrolière et gazière d'État et l'organe de réglementation de la branche de production; cela créait des conflits d'intérêt et des problèmes de transparence dans le secteur. Dans le cadre de la déréglementation et de la réforme de 2001, le pouvoir de réglementation a été transféré à la Direction générale du pétrole et du gaz (DG MIGAS) du Ministère de l'énergie et des ressources minières, et à deux nouvelles agences de réglementation pour les activités en amont et en aval. La prospection pétrolière et gazière se faisait habituellement par le biais de contrats de partage de production avec Pertamina. Ces contrats sont désormais passés avec le gouvernement par l'intermédiaire de BP MIGAS, l'organe de réglementation des activités en amont du secteur, tandis que la réglementation des activités en aval est supervisée par BPH MIGAS. Le monopole de Pertamina sur les activités en aval (depuis 1971) a été levé en 2005, bien qu'il soit probable que Pertamina conserve une position dominante pendant plusieurs années en raison de son infrastructure et de sa présence sur le marché. Le gouvernement veut stimuler l'investissement et la production, et les changements réglementaires majeurs introduits depuis 2001 sont une étape importante à cet égard. Des entreprises étrangères ont pénétré le marché du pétrole, notamment dans la prospection et la production<sup>18</sup>, et les sociétés privées sont aujourd'hui autorisées à ouvrir des points de vente au détail pour les combustibles; le monopole que Pertamina détenait sur l'importation et la distribution des combustibles a été levé, et le raffinage, le stockage et le transport ont été libéralisés. Il était prévu que Pertamina soit privatisée avant 2006.

36. L'Indonésie est le plus gros exportateur mondial de gaz naturel liquéfié (GNL), environ 70 pour cent des exportations de GNL étant destinées au Japon, 20 pour cent à la République de Corée et 10 pour cent au Taipei chinois. L'Indonésie a toujours eu recours au pétrole pour répondre à ses propres besoins en énergie, mais l'augmentation du coût de ce produit a conduit le gouvernement à encourager une utilisation accrue du gaz dans le pays afin de protéger l'économie de la volatilité des prix mondiaux de l'énergie. L'Indonésie ne possède pas l'infrastructure nécessaire pour utiliser le gaz naturel dans le pays et a besoin d'investissements pour mettre sur pied une infrastructure de distribution du gaz naturel. Une politique à moyen terme est également en cours d'élaboration pour réduire les exportations à partir de 2010 lorsque des contrats d'exportation majeurs conclus avec le Japon arriveront à terme. Par la suite, les exportateurs auront l'obligation d'allouer une part substantielle de leur production au marché intérieur. Tous les contrats d'approvisionnement existants seront honorés mais leur prorogation et leur renouvellement seront décidés au cas par cas.

### *Électricité*

37. L'Indonésie a le taux d'électrification le plus bas de la région. Malgré une électrification moyenne de 1 million de foyers par an depuis 1974, le taux d'électrification était seulement de 54 pour cent en 2004, contre plus de 95 pour cent en Chine et en Thaïlande et plus de 82 pour cent au Viet Nam et aux Philippines. Le gouvernement s'est engagé à porter le taux d'électrification à 93 pour cent d'ici 2025. Le secteur indonésien de l'électricité a une rentabilité faible, a besoin de nouveaux investissements et est fortement dépendant des combustibles tirés de pétrole, dont le coût a

---

<sup>18</sup> Parmi celles-ci figurent la Société nationale chinoise d'exploitation pétrolière offshore (CNOOC), l'entreprise italienne ENI, l'entreprise malaisienne Petronas et les sociétés basées aux États-Unis Unocal, Conoco Phillips et ExxonMobil.

énormément augmenté au cours des dernières années, tandis qu'un plafonnement des tarifs de l'électricité a empêché la croissance des revenus.<sup>19</sup> Depuis 2003, l'approvisionnement en électricité est de la responsabilité de la société nationale d'électricité, Perusahaan Listrik Negara (PLN), qui dépend du diesel et du fuel pour 30 pour cent de ses besoins, du charbon (40 pour cent), du gaz (19 pour cent), de l'énergie géothermique (5 pour cent) et de l'énergie hydraulique (6 pour cent). L'objectif de PLN est de réduire la production fondée sur le pétrole grâce à la construction de nouvelles centrales électriques, la conversion de centrales utilisant le pétrole en centrales utilisant le gaz, et le remplacement des centrales obsolètes par des centrales alimentées avec des combustibles autres que le pétrole. Cependant, afin d'assurer la sécurité de l'approvisionnement en électricité, l'Indonésie a besoin d'investissements substantiels pour mettre sur pied des centrales électriques utilisant le charbon, qu'elle possède en abondance.

38. Une loi sur l'électricité adoptée en septembre 2002 envisageait la fin du monopole de PLN sur la distribution de l'électricité et la possibilité d'autoriser des sociétés privées, locales et étrangères, à vendre de l'électricité directement aux consommateurs, dans un délai de cinq ans. En janvier 2005, toutefois, la Cour constitutionnelle a annoncé que la loi n'était pas conforme à la Constitution et était annulée. La Cour s'est opposée à la fin de la gestion et de la réglementation par l'État de la fourniture et de la fixation des prix de l'électricité. Une nouvelle loi est en cours d'élaboration mais il semble que PLN va conserver le droit exclusif de distribuer et de vendre l'électricité.

#### 4) SECTEUR MANUFACTURIER

39. La contribution du secteur manufacturier au PIB et à l'emploi a baissé légèrement durant la période considérée (tableau IV.1). Ce secteur était auparavant le plus dynamique de l'économie, avec une croissance réelle constamment élevée d'environ 11 pour cent par an durant les 25 années qui ont précédé la crise financière et économique asiatique. La croissance du secteur manufacturier a toutefois été durement touchée par la crise et est tombée à une moyenne annuelle d'environ 5 pour cent entre 2001 et 2005, avec une baisse d'efficacité et de productivité correspondante. En conséquence, les pertes d'emplois ont été lourdes dans les branches de production à forte intensité de main-d'œuvre, en particulier les textiles<sup>20</sup>, les vêtements, les articles en cuir, les chaussures et la transformation du bois, et plusieurs centaines de milliers d'emplois ont disparu.

40. La moyenne des droits NPF appliqués et la fourchette tarifaire ont été réduits, mais il subsiste des taux élevés pour certains produits (produits chimiques, ouvrages en métaux, véhicules automobiles, motocycles, bicyclettes). Des restrictions à l'importation et des prescriptions de licences spéciales sont toujours en vigueur pour certaines marchandises (y compris les textiles, les articles en textiles et les chaussures)<sup>21</sup> et les producteurs locaux de certains produits (boissons alcoolisées, tissus de textiles, tôles de fer et d'acier laminées à chaud et à froid) ont des droits d'importation exclusifs.

---

<sup>19</sup> PLN perd de l'argent avec chaque consommateur résidentiel qu'elle connecte en dehors du réseau Java-Bali parce que la structure tarifaire universelle ne couvre pas le coût de l'approvisionnement en électricité. La plupart des régions qui ne sont pas rattachées au réseau sont approvisionnées grâce à des centrales électriques diesel à un coût de plus de 2 000 rupiah/kWh et comptent essentiellement de petits consommateurs résidentiels qui paient moins de 600 rupiah/kWh.

<sup>20</sup> L'Association indonésienne des textiles a indiqué, par exemple, que 70 sociétés avaient cessé leurs activités durant l'année 2005, ce qui a entraîné la disparition d'environ 70 000 emplois.

<sup>21</sup> Le décret du Ministère de l'industrie et du commerce sur le numéro spécial d'identification des importateurs (NPIK), publié en mars 2002, exige que les importateurs de certaines catégories de produits



41. Les incitations fiscales spécifiques (par région ou par branche de production) ont été conservées et même renforcées, dans le but de réduire les coûts de production et de stimuler la consommation intérieure, ainsi que d'appuyer la recherche-développement.<sup>22</sup>

**i) Textiles et vêtements**

42. Le développement de l'industrie textile a été une des priorités majeures du gouvernement. Développés dans un premier temps comme des produits de remplacement des importations fortement protégés, les produits textiles sont devenus la principale source hors pétrole de revenu national fondée sur l'exportation, représentant 10 pour cent des exportations totales. En 2005, les exportations ont atteint 8,7 milliards de dollars EU, ce qui fait du secteur la deuxième source de devises après le pétrole; plus de 1,2 million de personnes sont employées dans le secteur textile, réparties dans 4 500 usines. L'Indonésie est une source mondiale importante de textiles et de vêtements et le plus important exportateur de l'ANASE tant pour les textiles que pour les vêtements. Le secteur est intégré verticalement et couvre la quasi-totalité des étapes de production. L'Indonésie possède le plus grand nombre de fuseaux et de métiers à tisser parmi les pays de l'ANASE et sa capacité la situe au quatrième rang mondial.

43. La fin des restrictions contingentaires imposées aux exportations de textiles et vêtements des pays en développement à la fin de 2004 devait apporter des avantages substantiels en termes d'accès aux marchés aux fournisseurs asiatiques compétitifs, la Chine en tête. L'on a craint que les fabricants de textiles indonésiens se heurtent à une concurrence plus forte de la part des producteurs à faibles coûts. Cependant, une modification importante du contexte du commerce des textiles – à savoir l'introduction, fin 2005, de contingents de sauvegarde par les États-Unis et l'UE à l'encontre de la Chine – semble avoir directement favorisé la position concurrentielle de l'Indonésie. D'après des données communiquées par le Bureau des textiles et vêtements des États-Unis (OTEXA), en 2005, après que les contingents ont été supprimés pour tous les Membres de l'OMC, l'Indonésie et d'autres fournisseurs asiatiques compétitifs ont accru collectivement les expéditions de vêtements vers le marché des États-Unis de 32 pour cent (en valeur). L'Indonésie a enregistré de bons résultats, avec une augmentation de presque 20 pour cent et sa part de marché est passée à 4,2 pour cent en 2005 (tableau IV.7). Durant les cinq premiers mois de 2006, elle a pu faire passer sa croissance en valeur de moins de 20 pour cent à presque 25 pour cent et porter sa part de marché à 5,2 pour cent. Le secteur a un certain nombre de points forts<sup>23</sup>, qui devraient lui permettre de conserver, voire d'élargir

---

demandent une carte d'identification spéciale, sans laquelle les produits peuvent être retenus au port. Ces marchandises sont: les textiles et articles connexes, les chaussures, les produits électroniques et les jouets.

<sup>22</sup> Les autorités indiquent que les incitations fiscales sont régies par le Règlement gouvernemental n° 1 de 2007 sur le mécanisme relatif à l'impôt sur le revenu pour certaines activités et/ou certains lieux, et par le Règlement du Ministère des finances n° 16/PMK.03/2007, qui développe le Règlement gouvernemental n° 1. Les bénéficiaires sont des sociétés ou des coopératives de certains secteurs d'activité, à savoir 15 groupes de certaines branches de production et six groupes de branches de production opérant dans certains lieux, ainsi que trois activités liées à la pêche dans certains lieux. Les autorités affirment que ces mesures d'incitation réduiront les coûts de production dans certains domaines d'activité, ce qui fera progresser le développement industriel national vers l'objectif d'une croissance annuelle moyenne de 8,6 pour cent entre 2004 et 2009. Les conséquences attendues sont: l'augmentation de l'absorption de la main-d'œuvre, des recettes publiques et du pouvoir d'achat public; la réduction de la pauvreté; l'augmentation de la consommation publique; la création de valeur ajoutée nationale pour les branches de production basées sur les ressources nationales; et l'augmentation des recettes fiscales de l'État.

<sup>23</sup> L'Indonésie dispose d'une industrie importante, bien établie, intégrée verticalement, qui comprend des filatures, des fabriques de vêtements et des blanchisseries. Elle possède une main-d'œuvre abondante et

sa part sur les marchés internationaux. Cependant, il est nécessaire de mettre rapidement en œuvre un programme de modernisation de grande envergure. Après 2008, lorsque les contingents de sauvegarde temporaires à l'encontre de la Chine prendront fin, l'Indonésie doit s'attendre à ressentir les effets de la concurrence chinoise dès lors libre de toute entrave.

Tableau IV.7

Importations de vêtements des États-Unis en provenance des principaux fournisseurs asiatiques, 2004-2006  
(en millions de dollars EU)

Fournisseur	Années civiles			CA			Part			
	2004	2005	Variation en pourcentage	mai 2005	mai 2006	Variation en pourcentage	2004	2005	CA 2005	CA 2006
<b>Toutes catégories</b>										
Chine	8 928	15 143	69,6	5 495	5 051	-8,1	13,8	22,0	21,2	19,6
<b>Indonésie</b>	<b>2 403</b>	<b>2 875</b>	<b>19,7</b>	<b>1 099</b>	<b>1 371</b>	<b>24,7</b>	<b>3,7</b>	<b>4,2</b>	<b>4,2</b>	<b>5,3</b>
Bangladesh	1 978	2 372	19,9	859	1 075	25,1	3,1	3,5	3,3	4,2
Cambodge	1 429	1 713	19,9	592	768	29,7	2,2	2,5	2,3	3,0
Inde	2 217	2 976	34,2	1 296	1 550	19,5	3,4	4,3	5,0	6,0
Malaisie	712	678	-4,8	243	243	0,2	1,1	1,0	0,9	0,9
Pakistan	1 138	1 259	10,7	445	472	6,0	1,8	1,8	1,7	1,8
Philippines	1 786	1 830	2,5	662	769	16,1	2,8	2,7	2,5	3,0
Sri Lanka	1 549	1 650	6,5	668	676	1,1	2,4	2,4	2,6	2,6
Thaïlande	1 799	1 808	0,5	693	724	4,5	2,8	2,6	2,7	2,8
Viet Nam	2 562	2 725	6,3	948	1 222	28,9	4,0	4,0	3,6	4,7
Total	26 501	35 029	32,2	13 000	13 919	7,1	40,9	51,0	50,1	54,1
<b>Catégories restreintes du fait des sauvegardes visant la Chine</b>										
Chine	3 889	6 491	66,9	3 157	2 121	-32,8	8,5	13,5	16,4	11,2
<b>Indonésie</b>	<b>1 575</b>	<b>1 936</b>	<b>22,9</b>	<b>745</b>	<b>975</b>	<b>30,9</b>	<b>3,4</b>	<b>4,0</b>	<b>3,9</b>	<b>5,2</b>
Bangladesh	1 363	1 698	24,6	649	875	34,8	3,0	3,5	3,4	4,6
Cambodge	848	1 139	34,3	389	583	50,0	1,9	2,4	2,0	3,1
Inde	1 218	1 653	35,8	696	843	21,0	2,7	3,4	3,6	4,5
Malaisie	483	498	3,1	169	194	14,7	1,1	1,0	0,9	1,0
Pakistan	917	1 035	12,8	378	412	8,9	2,0	2,1	2,0	2,2
Philippines	1 046	1 210	15,7	444	577	29,9	2,3	2,5	2,3	3,1
Sri Lanka	885	1 101	24,4	452	499	10,3	1,9	2,3	2,3	2,6
Thaïlande	1 055	1 184	12,2	465	526	13,1	2,3	2,5	2,4	2,8
Viet Nam	1 270	1 293	1,9	511	686	34,2	2,8	2,7	2,6	3,6
Total	14 549	19 238	32,2	8 056	8 290	2,9	22,5	28,0	31,0	32,2

Note: CA = Cumul annuel (de janvier à mai).

Source: Bureau des textiles et vêtements des États-Unis (OTEXA), renseignements téléchargés du site de l'OTEXA: <http://www.otexa.ita.doc.gov/>.

44. La protection tarifaire NPF moyenne est restée à un niveau moyen de 10,8 pour cent et il existe en outre depuis 2002 un décret du Ministère de l'industrie et du commerce sur les accords relatifs à l'importation de textiles. Seules les sociétés qui possèdent des installations de production utilisant des tissus importés comme intrants pour les produits finis, comme les vêtements ou les

relativement bon marché, un vaste marché intérieur et une capacité avérée de produire des textiles et des vêtements moyen à haut de gamme de qualité pour l'exportation.

meubles, peuvent obtenir des licences d'importation. Des partenaires commerciaux craignent que les prescriptions relatives aux licences d'importation restreignent et perturbent les échanges, bien que le gouvernement indonésien ait affirmé que ces réglementations visaient à endiguer la contrebande. Il y a eu toutefois des discussions au sein du gouvernement sur la question de savoir si la réglementation restreint les importations de textiles ou si elle impose seulement quelques procédures administratives supplémentaires.<sup>24</sup>

## ii) Secteur automobile

45. La taille de la population indonésienne et le nombre peu élevé de propriétaires de véhicules permettent de penser qu'il y a un potentiel énorme d'expansion et de développement de l'industrie automobile.<sup>25</sup> Le secteur a été déréglementé et libéralisé en 1999 et représente l'un des domaines les plus concurrentiels de l'économie indonésienne. Les ventes, qui sont en augmentation constante depuis 2002, ont atteint le chiffre record de 534 000 nouveaux véhicules vendus en 2005, mais ont accusé une baisse de 40 pour cent en 2006, tombant à 319 000 (utilitaire et tourisme) en raison de taux d'intérêt élevés, de l'inflation et de la multiplication par deux des prix du pétrole fixés par le gouvernement. Gaikindo (l'Association des constructeurs automobiles indonésiens)<sup>26</sup> ne prévoit pas un retour aux niveaux de 2005 avant 2009.

46. Comme on l'a indiqué lors du précédent examen, pour contribuer à remettre sur pied une industrie automobile fragilisée par la crise monétaire, le gouvernement a adopté le Règlement PP n° 59/1999, qui a restructuré les impôts et les droits d'importation sur les automobiles. Le droit d'importation n'est plus lié à la teneur en éléments locaux et les procédures pour l'importation de véhicules automobiles complètement montés ont été libéralisées. Le droit d'importer des véhicules automobiles complètement montés a été étendu à toutes les sociétés qui détiennent une licence d'importation, souvent dénommées importateurs généraux. De plus, la nouvelle politique a introduit d'autres changements, y compris l'assouplissement des réglementations sur les sociétés des zones sous douane et les entrepôts sous douane, la suppression des obstacles à l'importation et le renforcement de la structure de l'industrie automobile grâce à l'exemption des droits à l'importation de matières premières au profit de l'industrie des composants automobiles. En bref, la nouvelle politique visait à permettre à l'industrie automobile de l'Indonésie d'entrer avec succès dans l'ère de la zone de libre-échange régionale de l'ANASE (l'AFTA).

47. La participation étrangère n'est pas limitée dans le secteur automobile et il n'existe pas de prescriptions ou d'incitations concernant la teneur en éléments locaux. Les obstacles tarifaires ont également été réduits, bien qu'ils restent élevés par rapport à d'autres pays. Les véhicules automobiles sont inclus dans l'AFTA, qui a ramené les droits d'importation sur les véhicules et les pièces

<sup>24</sup> Voir *Indonesia Trade and Investment Highlights, January 2007: "GOI considers abolishing textile decree"* (Points forts du commerce et de l'investissement de l'Indonésie, janvier 2007: "Le gouvernement indonésien envisage de supprimer le décret sur les textiles"), Division de l'économie de l'Ambassade des États-Unis à Jakarta. Le Règlement n° 732/MPP/Kep/10/2002 a été modifié par le Décret du Ministre du commerce n° 19/M-Dag/Per/0/2005.

<sup>25</sup> L'Indonésie compte à peine un véhicule sur la route pour 45 habitants, soit l'un des taux de pénétration les plus faibles en Asie. Les marques japonaises, assemblées localement ou importées, représentent plus de 80 pour cent des ventes de véhicules pour le transport de passagers. Les fabricants indonésiens, dont le principal est PT Astra International, sont essentiellement des assembleurs pour des constructeurs automobiles étrangers.

<sup>26</sup> Projection des ventes de véhicules automobiles sur le marché intérieur 1997-2011. Adresse consultée: <http://www.gaikindo.org/index.php?fuseaction=statistics.main>.

automobiles à un niveau situé entre zéro et 5 pour cent, à condition qu'une voiture ait une teneur minimale de 40 pour cent en éléments locaux de n'importe quel pays de l'ANASE. L'AFTA conduit progressivement à une augmentation du commerce entre pays de l'ANASE de produits automobiles et à une plus grande coordination dans la région afin d'éviter un chevauchement de la production et de l'assemblage des composants automobiles. L'un des objectifs de l'AFTA est de réduire et enfin d'éliminer les obstacles tarifaires entre les pays de l'ANASE. Cela contribue à mettre les trois principaux monteurs d'automobiles de l'ANASE, la Thaïlande, la Malaisie et l'Indonésie, en concurrence directe et devrait finalement conduire à une meilleure efficacité au sein du secteur.

48. Le droit de douane maximal appliqué aux automobiles est de 80 pour cent. Les droits sur les véhicules en pièces détachées pour le transport de passagers, importés pour assemblage, sont de 25, 35, 40 ou 50 pour cent, en fonction de la cylindrée. Les droits maximaux sur les automobiles sont de 80 pour cent. Les droits sur les véhicules en pièces détachées autres que pour le transport de passagers sont de 25 pour cent. Les droits sur les composants et les pièces détachées d'automobiles importés pour assemblage local de véhicules pour le transport de passagers et de monospaces sont à un taux uniforme de 15 pour cent. Les importations de véhicules automobiles ne sont plus limitées aux importateurs enregistrés ou aux seuls représentants de constructeurs automobiles étrangers mais sont ouvertes à tout importateur général détenant une licence. Les constructeurs de motocyclettes étrangers sont préoccupés par le fait que le droit élevé de 60 pour cent (25 pour cent pour les motocyclettes en pièces détachées), la taxe sur les produits de luxe de 75 pour cent, ainsi que la prohibition visant la circulation des motocyclettes sur les routes à péage constituent des obstacles à l'entrée sur le marché indonésien. La taxe sur la vente de produits de luxe est de 75 pour cent sur les berlines de 4 000 cm<sup>3</sup> et les jeeps ou camionnettes à 4 roues motrices; et de 20 et 40 pour cent sur les véhicules automobiles d'une cylindrée de 1 500 à 3 000 cm<sup>3</sup>, en fonction de la cylindrée (tableau IV.8).

**Tableau IV.8**  
**Droits d'importation et taxes sur les produits de luxe, 2007**  
(en pourcentages)

Catégorie	Droit d'importation			Taxe sur les produits de luxe
	VCM	VEP	Composants	
Berlines				
Moteur de moins de 1,5 litre	65	35	15	30
Moteur de 1,5 à 3 litres, ou moteur diesel de 1,5 à 2,5 litres	70	40	15	40
Moteur de plus de 3 litres ou moteur diesel de plus de 2,5 litres	80	50	15	75
Véhicules commerciaux (camionnettes 4x2)				
Moteur de moins de 1,5 litre	45	25	15	10
Moteur de 1,5 à 2,5 litres	45	25	15	20
Moteur de 2,5 à 3 litres	45	25	15	40
Moteur de plus de 3 litres ou moteur diesel de plus de 2,5 litres	45	25	15	75
Véhicules commerciaux (jeeps et camionnettes 4x4)				
Moteur de moins de 1,5 litre	45	25	15	30
Moteur de 1,5 à 3 litres, ou moteur diesel de 1,5 à 2,5 litres	45	25	15	40
Moteur de plus de 3 litres ou moteur diesel de plus de 2,5 litres	45	25	15	75
Autocars (plus de dix places assises)				
MTC de 5 à 24 tonnes	40	25	15	10
MTC de plus de 24 tonnes	5	0	15	10

Catégorie	Droit d'importation			Taxe sur les produits de luxe
	VCM	VEP	Composants	
Camions/camionnettes légères				
MTC de moins de 5 tonnes	45	25	15	0
MTC de 5 à 24 tonnes	40	25	15	0
MTC de plus 24 tonnes	5	0	..	0
Camionnettes à double cabine 4x2 et 4x4				
MTC de moins de 5 tonnes	45	25	15	20
Toutes cylindrées				

.. Non disponible.

Note: VCM = Véhicules complètement montés.  
VEP = Véhicules entièrement en pièces détachées.  
MTC = Masse totale en charge.

D'après la politique automobile de 1999, aucune restriction ne s'applique à l'importation de nouveaux véhicules et de leurs composants. Les importations de véhicules et de composants usagés sont toutefois prohibées.

Source: Renseignements communiqués par les autorités indonésiennes.

## 5) SERVICES

49. Les services représentaient quelque 40,1 pour cent du PIB en 2006 et 37,6 pour cent de la population active employée. Les services les plus importants sont, dans l'ordre, le commerce de gros et de détail (11,6 pour cent du PIB en 2006), les transports, l'entreposage et les communications (6,9 pour cent), l'administration publique (5 pour cent), les services immobiliers et services aux entreprises (4,3 pour cent) et les services financiers (3,8 pour cent).

50. L'Indonésie a soumis son offre initiale conditionnelle dans le cadre des négociations de l'OMC sur les services en avril 2005.<sup>27</sup> L'offre ne modifie pas considérablement les engagements déjà pris par l'Indonésie au titre de l'AGCS, qui couvrent environ un tiers de l'ensemble des sous-secteurs de services et contiennent des limitations significatives de l'accès au marché, telles que des prescriptions concernant les coentreprises et des plafonnements de la participation étrangère. Dans son offre, l'Indonésie a proposé des engagements dans un certain nombre de services professionnels et de services aux entreprises; de services de télécommunications; de services de construction et d'ingénierie; de services d'éducation; de services financiers; de services de santé; de services de tourisme; et de services de manutention des cargaisons maritimes. Avec d'autres membres de l'ANASE, à l'exception de Singapour, l'Indonésie souhaite voir progresser les négociations sur les mesures de sauvegarde d'urgence au titre de l'article X de l'AGCS.

51. Il y a encore des obstacles au commerce de nombreux services malgré l'assouplissement de quelques restrictions au cours des dernières années, comme la libéralisation du secteur des télécommunications. Les cabinets juridiques étrangers qui souhaitent entrer sur le marché doivent établir une coentreprise avec un cabinet local et, afin de pouvoir pratiquer, tous les avocats doivent avoir la citoyenneté indonésienne et un diplôme délivré par un établissement de droit indonésien; l'investissement étranger dans le secteur du commerce de gros et de détail est autorisé mais à la seule condition que l'investisseur conclue un accord de partenariat avec une petite entreprise indonésienne; il y a une interdiction visant tous les investissements étrangers dans le secteur de la radiodiffusion et des médias; les entreprises de construction étrangères peuvent constituer des coentreprises avec des partenaires locaux dans des domaines dans lesquels le gouvernement estime qu'une entreprise locale

<sup>27</sup> Voir le document TN/S/O/IDN du 22 avril 2005. À ce jour, l'Indonésie n'a pas communiqué d'offre révisée.

ne peut pas effectuer le travail. Dans le secteur des télécommunications, la prescription selon laquelle un exploitant de satellite étranger doit avoir un partenaire indonésien est perçue par certains comme une restriction au commerce qui augmente les coûts pour le consommateur indonésien.

### i) Services financiers

52. Le secteur bancaire de l'Indonésie s'est effondré suite aux crises financières et économiques de 1997-1998 en raison de l'énorme accumulation de créances improductives. Depuis lors, plus de 50 pour cent du PIB (2000) a été dépensé pour recapitaliser les banques et les remettre sur pied. Le renforcement et la supervision du système bancaire ont été la priorité de la politique financière indonésienne au cours des dernières années. L'objectif global est d'établir un organisme de réglementation consolidé pour le secteur financier, objectif qui a été repoussé en 2010. En novembre 2004, le gouvernement a décidé de fusionner la Direction des retraites et la Direction des assurances sous l'égide du Ministère des finances et l'organisme de réglementation du marché des capitaux, Bapepam, afin de créer un organisme de réglementation du secteur financier non bancaire. S'agissant de l'AGCS, l'Indonésie – comme un certain nombre d'autres économies asiatiques – a consolidé ses obligations multilatérales à un niveau inférieur au statu quo dans le secteur financier. Cela reflète sans doute le double objectif du gouvernement qui consiste à essayer d'encourager l'investissement étranger dans le secteur financier tout en accordant du temps aux fournisseurs nationaux en place pour mettre sur pied l'infrastructure de marché et les capacités institutionnelles nécessaires afin de créer un marché national qui fonctionne bien et soit conforme au principe de libéralisation progressive.

53. Le secteur bancaire domine encore le système financier et représente 80 pour cent des actifs financiers, mais les établissements financiers non bancaires, bien que modestes pour un pays de la taille de l'Indonésie, reçoivent le soutien actif du gouvernement, le but étant de diversifier le secteur financier et d'améliorer la mobilisation des ressources intérieures et l'intermédiation (tableau IV.9).

**Tableau IV.9**  
**Structure du secteur financier, 2006**  
(en trillions de rupiah et en pourcentages)

Type d'établissement et année	Actifs (en trillions de rupiah)	Actifs (en pourcentages)	Pourcentage du PIB
Banques (2005)	1 470,0	79,7	53,9
Établissements financiers non bancaires	374,5	20,3	13,7
Sociétés de financement (2005)	67,7	3,7	2,5
Compagnies d'assurance (2005)	75,1	4,1	2,8
Fonds de pension (2004)	107,1	5,8	4,7
Maisons de titre (2004)	10,1	0,5	0,4
Maisons de prêts sur gage (pegadaian) (2005)	4,8	0,3	0,2
Institutions rurales (2004)	14,7	0,8	0,6
Fonds de placement (2005)	29,4	1,6	1,1
Sociétés de capital-risque (2005)	2,7	0,1	0,1
Obligations en cours de sociétés (2005)	62,8	3,4	2,3
Total	1 844,5	100,0	67,6

Note: Les chiffres incluent quelques doublons puisque les fonds de pension, les compagnies d'assurance et les fonds de placement investissent dans les banques. Le pourcentage du PIB de chaque secteur est calculé sur la base du PIB de l'année correspondant à l'année des données. Le total exprimé en pourcentage du PIB se base sur le PIB de 2005.

Source: Bapepam et LK, Banque d'Indonésie; reproduit dans le document de la Banque mondiale (2006), "Unlocking Indonesia's domestic financial resources: the role of non-bank financial institutions" (*Débloquer les ressources financières de l'Indonésie: le rôle des établissements financiers non bancaires*), décembre, page 4.

54. Une comparaison régionale montre dans quelle mesure le secteur financier de l'Indonésie est relativement sous-développé pour ce qui est des actifs des banques et d'autres établissements financiers (tableau IV.10).

**Tableau IV.10**  
**Comparaison régionale des secteurs financiers, 2006**  
(en milliards de dollars EU et en pourcentages)

Secteur	Indonésie		Malaisie		Thaïlande		Singapour	
	Actifs	Pourcentage du PIB	Actifs	Pourcentage du PIB	Actifs	Pourcentage du PIB	Actifs	Pourcentage du PIB
Banques	151,5	53,9	166	159,8	172	114,9	213	233,4
Compagnies d'assurance	7,7	2,8	20	19,5	5	3,4	46	49,8
Fonds de pension	12,0	4,3	58	56,4	7	4,8	60	65,7
Fonds de placement	3,0	1,1	21	20,1	18	12,2	18	20,0
Obligations en cours de sociétés	6,5	2,3	40	38,0 <sup>a</sup>	19	12,3 <sup>a</sup>	30	32,4 <sup>a</sup>
Autres	10,5	3,7	..	0,0	..	0,0	..	0,0
Total	191,2	68,0	305	293,3	221	147,4	367	403,3
Plafond des marchés boursiers	82,5	29,3	168	162,2	119	79,4	148	162,3
PIB	281,3	100,0	104	100,0	150	100,0	91	100,0

.. Non disponible.

a Données de 2004.

Note: Données de 2005 pour l'Indonésie, et de 2003 pour les autres pays.

Source: Bapepam & LK, Banque d'Indonésie; reproduit dans le document de la Banque mondiale (2006), "Unlocking Indonesia's domestic financial resources: the role of non-bank financial institutions" (*Débloquer les ressources financières de l'Indonésie: le rôle des établissements financiers non bancaires*), décembre, page 4.

55. Le gouvernement a poursuivi son programme de réforme économique avec des plans visant à renforcer le secteur financier. Le train de mesures concernant le secteur financier, annoncé en juillet 2006, est axé sur trois thèmes principaux: des mesures sont établies pour assurer une stabilité accrue du système financier en renforçant la coordination des politiques entre le gouvernement (en qualité d'autorité budgétaire) et la banque centrale (en qualité d'autorité monétaire); les établissements bancaires doivent être renforcés par des mesures qui encouragent la consolidation via de nouvelles fusions bancaires et des modifications de la réglementation qui permettront aux banques d'État de restructurer et de recouvrer les créances improductives; les établissements financiers non bancaires seront renforcés par des mesures visant à relever les normes prudentielles et à améliorer la protection des consommateurs; les marchés des capitaux seront renforcés par des mesures visant à améliorer la liquidité et l'intégrité, y compris par la fusion projetée des bourses de Jakarta et de Surabaya; et il sera donné un nouvel élan à la privatisation grâce à l'établissement d'un comité de la privatisation et à l'élaboration d'un plan de privatisation stratégique. La mise en œuvre des mesures sera supervisée par une équipe incluant le Ministère de l'économie, qui sera le coordinateur, la banque centrale, le Ministère des finances et le ministre d'État des entreprises d'État.

a) Secteur bancaire

56. La Banque d'Indonésie (BI), la banque centrale de l'Indonésie et un établissement d'État indépendant, régit les aspects essentiels du système bancaire et financier, y compris la réglementation et la supervision des banques. Son principal objectif est d'établir et de maintenir la stabilité de la monnaie. Elle n'exerce aucune activité bancaire commerciale de caractère général. Le

gouvernement a établi une Direction des services financiers (FSA), organisme de réglementation indépendant, pour surveiller et réglementer le système financier dans son ensemble. Il était prévu qu'elle entre en fonction en 2003, mais cela se fera plus vraisemblablement en 2010. Le Ministère des finances se concentre sur les responsabilités fiscales; il reste responsable de l'octroi des licences aux banques et réglemente les compagnies d'assurance et les sociétés d'investissement, ainsi que les autres établissements financiers non bancaires.

57. Le secteur financier a subi une restructuration et une réforme majeures depuis la crise financière de 1997-1998. L'Agence indonésienne de restructuration des banques (IBRA) a supervisé une consolidation substantielle durant ses six années de fonctionnement mais une grande partie du système bancaire reste sous le contrôle de l'État. Le secteur bancaire a été consolidé, le nombre de banques étant tombé de 240 au milieu des années 90 à 131 à la fin de 2005; l'objectif du gouvernement est de ramener ce nombre à 60-70. Afin de promouvoir la consolidation entre les banques, la Banque d'Indonésie a publié deux réglementations en 2005 autorisant uniquement à des banques "pivots"<sup>28</sup> d'acheter d'autres banques, cela dès la fin de 2008. Les créances non productives des deux plus grandes banques d'État s'élevaient à une moyenne de 20 pour cent des actifs à la fin de 2005, contre une moyenne de 3,4 pour cent pour les banques privées. Ces deux mêmes banques, qui représentent plus de 27 pour cent des actifs du secteur bancaire, rassemblent deux tiers des créances non productives. Le ratio prêt-dépôt a continué d'augmenter quoique à un rythme lent, passant à 65 pour cent à la fin de 2005, contre 62 pour cent un an auparavant.

58. La BI a fait des progrès vers la pleine conformité avec les Principes fondamentaux de Bâle en matière de contrôle bancaire et a élaboré un plan pour la mise en œuvre progressive du cadre révisé relatif aux mesures et normes de fonds propres pour les banques, communément appelé Bâle II (encadré IV.3). La réglementation et le contrôle du secteur ont été considérablement renforcés et la garantie globale sur les dépôts bancaires, qui existait depuis la crise, est peu à peu supprimée depuis qu'un système d'assurance des dépôts a été mis en place en 2004. En janvier 2004, la BI a publié un plan intitulé Architecture du secteur bancaire indonésien, qui définit l'orientation et la structure du système bancaire indonésien pour les cinq à dix années à venir. D'ici 2010, selon le plan, il y aura un petit nombre de banques indonésiennes opérant à l'échelle internationale, trois à cinq banques exerçant des activités commerciales générales au niveau national et quelque 40 banques exerçant des activités plus spécialisées.

#### **Encadré IV.3: Mise en œuvre du cadre Bâle II**

À moyen terme (jusqu'en 2010), le secteur bancaire national applique les meilleures pratiques internationales, en particulier le cadre Bâle II, qui représente les recommandations et lignes directrices publiées par la BIS et est utilisé comme référence par les banques centrales des pays ne faisant pas partie du G-10. L'application du cadre Bâle II nécessite une préparation minutieuse de la part de la Banque d'Indonésie, du secteur bancaire et des autres parties intéressées, en raison des divers aspects exigés, y compris des méthodes efficaces de gestion des risques, des ressources humaines compétentes, des technologies de l'information adéquates et

un soutien approprié pour les bases de données, ainsi que la mise à disposition d'autres infrastructures de soutien, comme une norme comptable qui se fonde sur les normes comptables internationales (NCI) et des organismes de notation crédibles. À cette fin, la Banque d'Indonésie a défini les étapes de mise en œuvre suivantes:

<sup>28</sup> Règlement n° 7/15/PBI/2005 et circulaire n° 7/48/DPNP. Afin d'être désignées comme banques pivots, les banques devront posséder un capital de 80 milliards de rupiah en 2007 et de 100 milliards de rupiah en 2010 et devront atteindre certains objectifs concernant la croissance des prêts (22 pour cent), l'adéquation des fonds propres (12 pour cent) et le retour sur actifs (1,5 pour cent).



- 1) Application du cadre Bâle II en Indonésie dès 2008, pour toutes les banques, y compris l'approche normalisée pour le calcul du risque de crédit et l'approche de l'indicateur de base pour estimer les risques opérationnels;
  - 2) Une fois toutes les prescriptions satisfaites et sous réserve de l'approbation de la Banque d'Indonésie, une banque peut passer aux approches plus avancées; et
  - 3) Le cadre Bâle II devrait être pleinement mis en œuvre d'ici 2010.
- S'agissant de la mise en œuvre du cadre Bâle II, la Banque d'Indonésie a achevé les étapes suivantes:
- a) préparation organisationnelle, recrutement des ressources humaines et budget de mise en œuvre du cadre Bâle II;
  - b) amélioration de la supervision en fonction des risques fondées sur une surveillance consolidée;
  - c) création et amélioration de bases de données pour répondre à la prescription concernant l'infrastructure dans le cadre du modèle interne;
  - d) conduite d'une enquête sur la mise en œuvre et compilation des documents concernant l'état de préparation des banques pour appliquer le cadre Bâle II;
  - e) compilation d'une feuille de route de la mise en œuvre du cadre Bâle II afin: d'établir les bases en définissant des directives pour la mise en œuvre du cadre Bâle II en conformité avec la politique de l'IBA; et de formuler un plan plus clair et plus détaillé pour les préparatifs en vue de la mise en œuvre des recommandations Bâle II, par exemple en prévoyant une infrastructure de soutien, une structure organisationnelle de surveillance et des ressources humaines;
  - f) établissement du Groupe de travail Bâle II dont les membres sont des représentants de la Banque d'Indonésie, des établissements bancaires et des associations de banques. Les établissements bancaires ont également créé un groupe de réflexion pour la mise en œuvre des recommandations Bâle II, en plus d'un groupe de surveillance de la mise en œuvre du cadre Bâle II;
  - g) traduction de la documentation relative au cadre Bâle II;
  - h) analyses d'impact quantitatives (QIS) 4 et 5 de 40 banques (ce qui représente environ 80 pour cent du total des actifs du système bancaire);
  - i) "analyse des lacunes" pour identifier la disponibilité effective de l'infrastructure et l'état de préparation en conformité avec le cadre Bâle II;
  - j) achèvement de neuf études sur le pouvoir discrétionnaire nationale; et
  - k) révision des normes comptables bancaires en fonction des NCI (normes 32 et 39).

Source: Banque d'Indonésie.

59. Le secteur des banques commerciales est fortement concentré, les trois plus grandes banques commerciales d'État contrôlant plus d'un tiers des actifs du système bancaire (tableau IV.11). L'État continue de dominer le secteur bancaire par le biais de ses cinq banques d'État: Bank Mandiri, Bank Negara Indonesia, Bank Raykat Indonesia, Bank Tabungan Negara et Bank Ekspor Indonesia. Il a été estimé que le gouvernement central contrôlait 38 pour cent des actifs bancaires nationaux en décembre 2005. Cependant, la part de l'État dans le secteur bancaire est progressivement réduite au fur et à mesure qu'il vend les actifs qu'il avait été contraint de reprendre suite à la crise.

Tableau IV.11

Banques principales, classées selon leurs actifs, décembre 2005

(en milliards de rupiah)

	Actifs	Part de marché (en pourcentages)
<b>Principales banques nationales</b>		
Bank Mandiri <sup>a</sup>	255,3	17,4
Bank Negara Indonesia <sup>a</sup>	150,6	10,3
Bank Rakyat Indonesia <sup>a</sup>	123,1	8,4
Bank Pan Indonesia (Panin)	35,9	2,4
Bank Tabungan Negara <sup>b</sup>	29,1	2,0
<b>Principales banques sous contrôle étranger</b>		
Bank Central Asia <sup>a,c</sup>	150,7	10,3
Bank Danamon Indonesia <sup>b,c</sup>	66,8	4,6
Bank Internasional Indonesia <sup>d,c</sup>	47,3	3,2
Bank Niaga <sup>e,c</sup>	41,4	2,8
Bank Permata <sup>f</sup>	34,4	2,3
Citibank	33,0	2,2
Bank Lippo <sup>g,c</sup>	29,1	2,0
HSBC	24,5	1,7
Deutsche Bank	19,6	1,3
ABN AMRO Bank	19,4	1,3
<b>Total du marché</b>	<b>1 469,8</b>	<b>100,0</b>

a Farallon Capital (États-Unis) a acquis une participation de 51 pour cent en mars 2002.

b Temasek Holdings (Singapour) et Deutsche Bank (Allemagne) ont acquis une participation de 51 pour cent en juillet 2003.

c Toujours classée comme "banque nationale privée".

d Kookmin Bank (Corée du Sud) et Temasek Holdings ont acquis une participation de 51 pour cent en décembre 2003.

e Commerce Asset-Holding (Malaisie) a acquis une participation de 51 pour cent en novembre 2002 et une participation supplémentaire de 10 pour cent en avril 2005.

f Standard Chartered (Royaume-Uni) et la branche locale d'Astra International ont acquis une participation de 51 pour cent en octobre 2004 et une participation supplémentaire de 11,2 pour cent en décembre 2004.

g Khazanah Nasional (Malaisie) a acquis une participation de 52,05 pour cent de Swissasia Global en août 2005.

Source: Economist Intelligence Unit, Country Finance Indonesia. Adresse consultée: [http://portal.eiu.com/report\\_dl.asp?issue\\_id=1660852351&mode\\_pdf](http://portal.eiu.com/report_dl.asp?issue_id=1660852351&mode_pdf).

60. Les intérêts étrangers dans le secteur sont forts et à la fin de 2005, les investisseurs étrangers possédaient quelque 40 pour cent des actifs du secteur bancaire indonésien. Dès le début de 2002, des banques étrangères ont commencé à acheter des participations majoritaires dans de grandes banques indonésiennes qui avaient été reprises par l'État après la crise financière. L'IBRA a vendu sa première banque renflouée, Bank Central Asia, et d'autres ventes ont suivi de plus en plus rapidement. Le programme dit "de cession" mené par la BI a eu pour résultat une augmentation considérable de la participation étrangère dans le système bancaire national (les investisseurs étrangers peuvent détenir jusqu'à 99 pour cent du capital libéré des banques commerciales indonésiennes, qu'elles soient ou non cotées en bourse). À la fin de 2005, 37 banques pouvaient être qualifiées de banques étrangères, avec une part de marché combinée de 40 pour cent du secteur bancaire total, soit seulement 6 pour cent de moins que la part de marché des banques d'État et des banques régionales (tableau IV.12).

Tableau IV.12  
Participation au capital des banques, décembre 2005

	Nombre de banques	Total des actifs (en millions de rupiah)	Pourcentage du total du secteur bancaire
État	31	37 996 246	45,7
Intérêts nationaux	63	215 014 740	14,6
Intérêts étrangers	37	582 816 386	39,7
Filiale de banque étrangère	11	140 679 024	9,6
Coentreprise	17	58 975 657	4,0
Banque achetée par des intérêts étrangers	9	383 161 705	26,1
Total	131	1 469 827 372	100

Source: Banque d'Indonésie.

b) Assurance

61. L'assurance représente un secteur de petite taille si l'on rapporte la valeur des primes et du total des avoirs au PIB (à peine 2 et 3 pour cent, respectivement). En septembre 2005, on dénombrait 51 compagnies d'assurance vie, 97 compagnies d'assurance autre que sur la vie et quatre de réassurance. Il s'y ajoutait deux compagnies chargées d'administrer la sécurité sociale et trois pour la gestion du régime d'assurance des fonctionnaires et des forces armées. C'est une industrie extrêmement concentrée, les cinq principales compagnies autres que sur la vie détenant 51 pour cent des avoirs, et les cinq principales compagnies d'assurance-vie 55 pour cent des avoirs. Sa santé financière n'est pas bonne; on y trouve cinq compagnies insolvable dans le premier groupe et six dans le second. Les assureurs locaux se démènent pour remplir les conditions de plus en plus strictes établies, en matière de marge de solvabilité, par le Ministère des finances depuis 1999. Les étrangers peuvent détenir jusqu'à 80 pour cent du capital d'une compagnie d'assurance locale mais la participation à une coentreprise se révèle pour certaines compagnies étrangères une expérience qui n'est pas sans poser de problème.<sup>29</sup> Concernant les engagements au titre de l'AGCS, les limitations de l'accès sont doublées de restrictions de la participation étrangère qui sont en deçà du statu quo.

c) Marchés financiers

62. Le marché des valeurs mobilières est modeste du point de vue du taux de capitalisation, d'environ 30 pour cent, contre 70 pour cent en Thaïlande et 150 pour cent en Malaisie, mais c'est un marché en plein essor depuis cinq ans. Si 355 sociétés sont cotées, les transactions concernent toutefois les 30 à 40 valeurs les plus liquides. Le peu de liquidité s'explique, entre autres, par le faible niveau de flottement libre des actions cotées. Les sociétés étrangères représentent plus de la moitié des titres négociés et on estime à 90 000 le nombre de comptes de négociation au détail en Indonésie. La fusion des bourses de Jakarta et Surabaya a été annoncée en mars 2006.

63. Le marché obligataire indonésien en est encore à ses balbutiements mais s'est fortement développé au cours de la dernière décennie. Avant 1997, il n'existait pas d'obligations d'État en circulation à cause du principe d'un budget équilibré mais, en 2006, la valeur des obligations d'État approchait 390 milliards de rupiah, soit plus de 14 pour cent du PIB. Au départ, cette situation a été essentiellement due à la recapitalisation du système bancaire, alors qu'aujourd'hui le gouvernement recourt au marché obligataire pour satisfaire ses besoins financiers courants. Le marché des

<sup>29</sup> Les coentreprises Prudential (Royaume-Uni) et Manulife (Canada), par exemple, ont été déclarées en faillite. Les deux jugements de faillite ont été annulés par la Cour suprême mais ont entaché la réputation du système judiciaire et du milieu de l'assurance dans le pays.

obligations émises par des sociétés est plus restreint que le marché des obligations d'État mais prend lui aussi de l'ampleur, la valeur des obligations en circulation s'élevant à quelque 63 milliards de rupiah (tableau IV.9), soit 2,3 pour cent du PIB, contre une moyenne régionale de 20 pour cent. Par conséquent, le marché des obligations émises par des sociétés peut encore largement se développer, ce qui ouvre clairement la voie à une diversification des sources de financement des entreprises et une diminution de la dépendance à l'égard des prêts bancaires. Les fonds communs de placement ont commencé à prendre de l'essor en 2000 dès qu'on les a autorisés à acheter une plus grosse quantité d'obligations de recapitalisation, et les banques se sont mises à en vanter les mérites auprès de leurs clients. L'Agence de surveillance du marché financier (BAPEPAM) supervise, encadre et contrôle les activités du marché financier indonésien; elle est habilitée à délivrer des licences, des autorisations et à enregistrer les entités participant au marché financier.

## ii) Télécommunications

64. En Indonésie, le marché des télécommunications a poursuivi son expansion pendant la période étudiée. Le nombre de lignes fixes a grimpé, selon les estimations, à 14,8 millions en 2007, ce qui donne un rapport de six lignes fixes pour 100 habitants. Ce taux de densité relativement faible ne reflète pas parfaitement le taux de couverture du réseau existant; celui-ci comprend en effet plus de 200 000 cabines téléphoniques, que l'on trouve jusque dans les régions les plus reculées.<sup>30</sup> Ces dernières années, la téléphonie mobile a supplanté la technologie du téléphone fixe parce qu'elle nécessite des investissements moindres dans l'infrastructure. Le nombre d'abonnés au téléphone mobile a nettement augmenté, passant de 32,8 millions en 2004 à un effectif estimatif de 92 millions en 2007, ce qui équivaut à un taux de densité d'environ 37 pour cent (tableau IV.13).

**Tableau IV.13**  
**Secteur des télécommunications, 2004-2008**

	2004	2005	2006	2007	2008 (estimations)
Lignes téléphoniques principales (en milliers)	10 202	12 720	14 295	14 811	14 908
Lignes téléphoniques principales (pour 100 habitants)	4,3	5,3	5,8	6,0	5,9
Abonnés au téléphone mobile (en milliers)	32 873	65 000	85 000	92 000	98 000
Abonnés au téléphone mobile (pour 100 habitants)	13,8	26,9	34,6	37,0	38,8
Internauts (en milliers)	8 587	9 885	12 000	14 000	15 500
Internauts (pour 100 habitants)	3,6	4,1	4,9	5,6	6,1
Lignes d'abonnés à bande large (en milliers)	132	325	450	575	690
Lignes d'abonnés à bande large (pour 100 habitants)	0	0	0	0	0
Ordinateurs personnels (pour 1 000 habitants)	11	12	13	14	15

Source : Economist Intelligence Unit, Country Finance Indonesia, pages 13 et 17. Adresse consultée: [http://portal.eiu.com/report\\_dl.asp?issue\\_id=1660852351&mode\\_pdf](http://portal.eiu.com/report_dl.asp?issue_id=1660852351&mode_pdf).

<sup>30</sup> La politique fondée sur l'obligation de service universel signifie qu'il faut assurer les services de téléphonie de base en zones rurales dans tout le pays. Le gouvernement a instauré une cotisation spéciale au titre de cette obligation: les opérateurs de télécommunications versent à un fonds l'équivalent de 0,75 pour cent de leurs recettes brutes pour que tous les villages de l'Indonésie mal desservis ou pas encore desservis aient accès au réseau de télécommunications. Le gouvernement a ainsi permis à 3 010 villages d'être branchés en 2003, et à 2 620 villages en 2004. Il lui reste 37 370 villages à desservir, ce qu'il fera en collaboration avec le secteur privé et les collectivités locales. Il a prévu de boucler en 2010 le projet "Allô villages" (*desa berdering*), qui vise à doter chaque village d'au moins une ligne téléphonique. Il s'est également donné pour objectif de réaliser d'ici 2015 la moitié du projet de "Villages intelligents" (*desa pintar*), qui donnera à chaque village l'accès à Internet.

65. La stratégie actuellement suivie par le gouvernement dans le secteur est fondée sur le Plan directeur pour le développement des télécommunications publié par le Ministère du tourisme, de la poste et des télécommunications en 1999. Les principaux objectifs énoncés dans ce document étaient les suivants: améliorer le fonctionnement des télécommunications pour que l'économie soit en mesure de relever les défis de la mondialisation; jeter les bases du jeu de la concurrence pour éliminer d'ici 2010 toutes les formes de monopole; rendre les processus de réglementation plus transparents et plus clairs pour renforcer la confiance des investisseurs; permettre aux opérateurs nationaux de conclure des alliances internationales, aux petites et moyennes entreprises de jouer un rôle dans le secteur, et à l'emploi de se développer. Globalement, partout sauf dans les services de base, l'Indonésie a réussi à faire en sorte que le secteur des télécommunications soit plus transparent et ouvert à la concurrence. À l'heure qu'il est, il reste très peu d'obstacles pour empêcher un investisseur étranger d'entrer sur le marché indonésien des services de télécommunication à valeur ajoutée

*Principaux faits nouveaux en matière de réglementation*

66. L'Indonésie a entrepris de revoir en profondeur sa politique des télécommunications. Ces dix dernières années, un premier train de réformes s'est traduit par une augmentation de la participation du secteur privé et des entreprises étrangères. Les deux opérateurs principaux de l'Indonésie, PT Telkom et PT Indosat, dans lesquels l'État détient respectivement 65 et 16 pour cent du capital, ont été en partie vendus à des investisseurs privés. Des licences faisant jouer la concurrence ont été attribuées pour la fourniture de services de téléphonie mobile GSM, de services Internet et d'autres services à valeur ajoutée. La prestation de services de téléphonie cellulaire par le secteur privé et la concurrence, en particulier, a eu un effet extrêmement positif sur l'offre et l'utilisation des télécommunications en Indonésie. La Loi de 1999 sur les télécommunications (n° 36/1999) a également créé un climat favorable à un deuxième train de réformes susceptible de déboucher sur une concurrence totale dans l'ensemble des segments de marché. Pour les prochaines années, le gouvernement s'est notamment fixé pour priorité de mettre en œuvre les dispositions de la loi de 1999, en particulier d'instaurer le cadre réglementaire indispensable au succès du programme de libéralisation du secteur.

67. En 2002, les règles de mise en œuvre ont fixé les conditions d'une nouvelle politique de duopole et d'accélération des réformes. Le gouvernement a mis fin aux droits exclusifs détenus par PT Telkom pour le service d'interurbain national et la téléphonie fixe en août 2003<sup>31</sup>, et à ceux détenus par PT Indosat et Satelindo pour l'international en 2003. PT Telkom et PT Indosat ont été désignés seuls fournisseurs de services complets, décision qui a permis à PT Telkom de survivre face à la concurrence croissante des services de voix sur IP (protocole Internet, ou VIP) services. Depuis 2002, toutefois, PT Telkom concentre ses investissements sur le marché de la téléphonie à valeur ajoutée et a installé quelques lignes nouvelles dans les zones reculées.

68. Les dispositions de la Loi sur les télécommunications ont guidé les réformes menées pour mettre un terme aux monopoles et ouvrir les services de télécommunication de base à une participation majoritaire de capitaux étrangers. Le monopole exercé, respectivement, par Telkom et

---

<sup>31</sup> Avant 2002, PT Telkom était le fournisseur exclusif des services de communications interurbaines locales par lignes fixes et lignes spécialisées. Parallèlement, en 1995, Telkom a octroyé à des consortiums privés des concessions de 15 ans dites "KSO" pour l'exploitation monopolistique de lignes de téléphonie fixe dans cinq des sept districts régionaux (PT Telkom a conservé la desserte de la zone métropolitaine de Jakarta et de l'est de Java). Ces concessions ont attiré des investissements importants de la part de grands opérateurs étrangers, dont France Telecom, Media One, Telstra, NTT, Cable & Wireless et Singapore Telecom. Ultérieurement, Telkom a décidé de se porter acquéreur de deux opérateurs régionaux, malgré la persistance de différends avec deux autres entreprises régionales.

Indosat, sur les services national et international a pris fin en 2002, première étape de l'instauration d'une pleine concurrence avant la fin 2006, échéance d'abord fixée à 2010. Cette loi établit des objectifs qui vont au-delà de nombreux engagements pris par l'Indonésie au titre de l'Accord de l'OMC sur les télécommunications de base (investissements étrangers plafonnés à 35 pour cent pour les entreprises de services de télécommunications) et de l'annexe élaborée par l'OMC en 1997 en faveur de la concurrence (procédures de réglementation transparentes, système de licences non discriminatoire et sauvegardes contre la concurrence pour les entreprises opérant sur les marchés indonésiens).

69. La loi a mis fin à l'obligation, pour les investisseurs étrangers potentiels, de passer un accord d'association ou de partage des recettes avec une entreprise d'État. En janvier 2002, pour attirer des investisseurs, le gouvernement s'est engagé à augmenter chaque année les tarifs téléphoniques pendant trois ans pour qu'ils se situent au niveau du marché. Mais une levée de boucliers générale a empêché d'enclencher la deuxième phase d'augmentation en 2003. L'Indonésie a entamé la privatisation partielle de ses compagnies de télécommunications. En juillet 2002, la part détenue par l'État dans PT Telkom est tombée à 51 pour cent à la suite d'une émission publique portant sur 3,1 pour cent du capital. En décembre de la même année, le gouvernement a ramené à 15 pour cent sa participation dans PT Indosat après avoir cédé 41,9 pour cent du capital à Singapore Technologies Telemedia.

70. L'Agence indonésienne de réglementation des télécommunications (BRTI), organisme indépendant, a été constituée en juillet 2004 pour que les règlements soient élaborés et les différends réglés dans une plus grande transparence. À ce jour, elle a été très peu active et le Ministère des communications et de l'information s'est montré plus efficace dans la réforme du secteur.

71. S'agissant de la téléphonie fixe, une concurrence est apparue de la part de compagnies utilisant la technologie de téléphonie par Internet (VoIP). Cependant, le gouvernement a choisi de restreindre l'entrée sur ce nouveau segment de marché à cinq compagnies: Telkom, Indosat, Satelindo, et deux opérateurs indépendants. La concurrence est déjà vive dans le domaine de la téléphonie mobile. Telkomsel, entreprise détenue conjointement par PT Telkom et l'opérateur de Singapour SingTel, est la plus grande compagnie de téléphone mobile, avec une part de marché qui dépasse 50 pour cent. Ses principaux concurrents sont Satelindo, entière propriété d'Indosat, et Excelcomindo, qui appartient en partie à Verizon (tableau IV.14). Il n'existe aucune disposition limitant l'entrée sur le marché des services Internet. Jusqu'à présent, le gouvernement a délivré une licence à 190 fournisseurs d'accès à Internet (FAI), dont seulement 35 sont actifs. PT Telkom, via TelkomNet, et PT Indosat, via IndosatNet, sont des acteurs importants du marché des services Internet. Les FAI ne sont pas autorisés à exploiter leurs propres passerelles Internet internationales et sont obligés d'utiliser les équipements d'Indosat ou de Satelindo.

**Tableau IV.14**  
**Parts du marché des télécommunications en 2006**  
(en pourcentages)

Catégorie	Opérateur	Part
Téléphone fixe	Telkom	90
	Indosat	2
	BakrieTel	5
	BB Tel	2

Catégorie	Opérateur	Part
Téléphone cellulaire	Telkomsel	54
	Indosat	26
	Excelcom	14
	Mobile-8	4
	NTS	<1
	Mandara	<1
	Hutchinson	<1
	Primasel	<1
Communications internationales	Telkom	52
	Indosat	38

Source : Autorités indonésiennes.

72. Comme beaucoup de pays en développement ou développés, l'Indonésie a choisi de procéder par étapes pour réformer les services de télécommunications. Une privatisation partielle, l'ouverture de segments de marché donnés à la concurrence (prestation de services de téléphonie mobile et Internet) et l'introduction progressive de règlements spécifiques ont été préférées à une libéralisation radicale du secteur assortie de l'adoption immédiate de règlements généraux en faveur de la concurrence. Selon les autorités, le gouvernement a reçu un nombre élevé de demandes de la part des partenaires commerciaux de l'Indonésie pour qu'il tienne mieux ses engagements au titre du Cycle d'Uruguay et dans le cadre de l'Accord de 1997 sur les télécommunications de base (encadré IV.4). Lorsque les négociations sur les services auront avancé, le gouvernement décidera de la réponse à donner à ces demandes.

#### Encadré IV.4: Récapitulatif des engagements au titre de l'AGCS

Les services locaux de téléphonie fixe sont fournis exclusivement par PT Telkom et cinq opérateurs locaux en coentreprise. La période d'exclusivité expire en 2011.

Les services de communications interurbaines sont fournis exclusivement par PT Telkom jusqu'à la fin de 2006.

Les services de communications internationales sont fournis exclusivement par PT Indosat et PT Satelindo (duopole) jusqu'à la fin de 2005. La participation d'étrangers au capital est limitée à 35 pour cent.

Téléphonie mobile: le service est assuré par sept opérateurs. La participation d'étrangers au capital est limitée à 35 pour cent.

Au titre de ses engagements additionnels, le gouvernement a indiqué la date d'expiration des périodes d'exclusivité en cours (2011 pour les communications locales, 2006 pour les communications interurbaines et 2005 pour les communications internationales). Cependant, l'engagement prévoit seulement que l'État procèdera à un examen de la politique en place pour déterminer s'il y aura lieu d'autoriser, pour ces services, des fournisseurs supplémentaires à l'expiration desdites périodes. Il apparaît clairement que la politique de l'Indonésie concernant le réseau fixe est plus libérale que les engagements pris aux termes de l'AGCS. Indosat a déjà reçu une licence pour fournir des services de téléphonie locale à Jakarta et Surabaya, PT Telkom a obtenu le droit de fournir des services de communications internationales, et cinq licences ont été octroyées pour la prestation de services VoIP.

L'Indonésie a souscrit au Document de référence sur les télécommunications de base. Elle ne s'est écartée du document que sur un point. Selon l'engagement pris par l'Indonésie, l'organe de réglementation doit simplement "ne pas relever" d'un fournisseur de services de télécommunications de base mais il n'est pas nécessaire qu'il soit "distinct d'un tel fournisseur". Lorsqu'il a pris cet engagement en 1997, le gouvernement craignait que son appareil de réglementation ne soit pas compatible avec l'obligation multilatérale de posséder un organe de réglementation distinct.

Source: Ministère de l'industrie et du commerce et Direction générale des télécommunications.

**iii) Transports<sup>32</sup>**

73. L'Indonésie, grand pays morcelé en de nombreuses îles, éprouve d'énormes difficultés à mettre en place pour tous les modes de transport, les communications et les services publics, l'infrastructure étendue dont elle a besoin, pour son développement économique et social. La nécessité d'une telle infrastructure est reconnue depuis longtemps par les responsables politiques indonésiens. L'Indonésie possède un des taux les plus bas de la région en matière d'électrification et de couverture des services de télécommunications, un réseau d'adduction d'eau et d'égouts médiocre, et un réseau routier de plus en plus saturé à l'échelle nationale et régionale. L'infrastructure a bénéficié d'un gros apport d'argent public et privé dans les décennies qui ont précédé la crise, mais les investissements ont chuté depuis lors. Selon les estimations, il faudrait injecter environ 65 milliards de dollars EU supplémentaires pour faire passer le taux de croissance de 5,5 à 7,6 pour cent entre 2005 et 2009. Relancer la participation du secteur privé est nécessaire pour remédier à ce manque de financement, ce qui exige une restructuration de fond. Le gouvernement a principalement une fonction de réglementation et de facilitation dans le but de préparer et d'entreprendre les réformes institutionnelles et politiques, de gérer les problèmes de réglementation et autres risques qui découragent les investisseurs privés, et d'améliorer la coordination entre les ministères. Le Programme de réforme de l'infrastructure lancé par l'Indonésie en 2006 vise à moderniser le secteur de l'énergie, le réseau routier, les services de télécommunications, d'approvisionnement en eau et d'assainissement, les ports et aéroports.

*Transports routier et ferroviaire*

74. Le transport terrestre s'effectue principalement par la route et, dans une moindre mesure, par le chemin de fer. La longueur totale du réseau routier en 2004 s'établissait à 348 148 kilomètres, dont seulement 54 pour cent étaient jugés en bon état ou dans un état satisfaisant.<sup>33</sup> L'inadaptation et la qualité insuffisante de l'infrastructure routière entraînent des encombrements, des retards, des coûts d'exploitation élevés et un manque de sécurité. Les principaux problèmes sont les suivants: l'absence d'un entretien régulier du réseau routier, la surcharge de véhicules, un déséquilibre entre la demande et la capacité, un manque de financement, une productivité et une gestion insuffisantes, des institutions faibles et qui ne coordonnent pas leur travail. La crise financière survenue en Asie en 1997 a mis un frein à la construction d'un réseau autoroutier à péage (seuls 606 kilomètres ont été construits). La médiocrité de la sécurité routière a essentiellement pour causes la vitesse, l'incompétence des conducteurs, le mauvais état des véhicules, un réseau routier mal conçu, la surcharge de véhicules et des heures de conduite excessives. Cependant, si le nombre d'accidents est important et si les routes sont surchargées, c'est parce que les règlements sont mal appliqués et que, de plus en plus, les collectivités locales voient dans les amendes une source d'argent plus qu'un moyen de décourager les pratiques dangereuses.

75. Le gouvernement s'est fixé comme objectif d'ouvrir 1 500 kilomètres de voies rapides à Java et Sumatra dans les dix à 15 prochaines années; il aura besoin, pour cela, d'environ 1 milliard de dollars EU par an. En 2003, on dénombrait 26,7 millions de véhicules immatriculés, dont 20 millions de motocyclettes, 3,9 millions de voitures, 2 millions de véhicules utilitaires et 798 000 autobus. La politique d'aménagement du réseau routier est axée sur l'amélioration de la capacité et de la qualité des routes en renforçant les grands corridors routiers et en améliorant l'accès aux régions isolées et

<sup>32</sup> Les autorités n'ont fourni aucune information sur les changements apportés depuis le dernier examen aux lois et règlements régissant les transports terrestre et maritime.

<sup>33</sup> Plan national de développement à moyen terme 2004-2009, chapitre 33-19.



moins développées. La Loi n° 38/2004 sur le réseau routier et le Règlement ultérieur n° 15/2005 sur les routes à péage ont réformé le cadre juridique et ouvert la voie à une participation accrue du secteur privé.

76. Le réseau ferré s'étend sur environ 3 100 kilomètres à Java et 1 300 kilomètres à Sumatra; seuls 10 pour cent de ce réseau sont à double voie. Une entreprise a le monopole du transport ferroviaire en Indonésie: la société d'État Kerepa Api Indonesia. Le secteur est à la recherche d'investisseurs et le gouvernement fait activement appel à la participation d'investisseurs étrangers pour développer l'infrastructure. Selon les autorités, la part prise par le train dans le transport de personnes est stable, à 7 pour cent du total, et elle est inférieure à 1 pour cent pour le transport de marchandises. Ces chiffres médiocres sont imputés au mauvais état de l'infrastructure et des équipements ferroviaires, à un mauvais usage de la technologie et à une gestion déficiente, comme en témoignent le déclin des résultats enregistrés dans le secteur et, plus particulièrement, la vétusté des locomotives, des wagons et du matériel roulant.

#### *Transport maritime*

77. Bien qu'étant un État insulaire, l'Indonésie possède une flotte de navires de haute mer étonnamment modeste. Depuis toujours, l'Indonésie exerce un contrôle strict sur la navigation le long de ses côtes, qu'elle réserve à ses ressortissants en vertu du Règlement PP17 de 1988; ce règlement prévoit entre autres que seuls les navires battant pavillon indonésien peuvent desservir ses côtes, et que des subventions peuvent être accordées pour l'exploitation de navires employés sur des axes interinsulaires choisis. La Loi sur la marine marchande (1988) permet toutefois aux compagnies de navigation d'utiliser des navires battant pavillon étranger dans certaines limites lorsque la capacité des navires indonésiens est insuffisante. La loi permet également aux entreprises étrangères de participer à la navigation locale à condition qu'elles soient associées à un partenaire indonésien. Par ailleurs, aux termes du Règlement gouvernemental n° 20 (1994), les étrangers peuvent détenir jusqu'à 95 pour cent du capital des compagnies maritimes. Il reste à vérifier dans quelle mesure la politique de cabotage de l'Indonésie a permis de réserver le transport des marchandises du pays aux navires à capital indonésien et battant pavillon indonésien. Selon les autorités, le principal problème qui se pose dans le transport maritime est la diminution de la part revenant à la flotte nationale, qui absorbait 51 pour cent du transport intérieur et seulement 4 pour cent du fret maritime international en 2003. Le gouvernement est conscient de la nécessité de mettre pleinement en œuvre le principe du cabotage pour le transport intérieur de sorte que le transport de tout le fret du pays soit assuré par la flotte nationale. À cette fin, il faudra des investissements publics et privés pour rajeunir la flotte de navires de commerce du pays, dont la plupart, à en croire le gouvernement, sont dépassés et ont un mauvais rendement.

78. Les ports revêtent une importance et jouent un rôle de premier plan pour la coopération régionale et l'intégration nationale s'agissant du transport en Indonésie. La voie maritime constitue un mode de transport clé pour les marchandises et les passagers du pays. En 2003, quelque 600 millions de tonnes de fret et 10 millions de personnes sont passés dans les 725 ports publics (et 1 400 ports privés), dont 141 sont classés ports internationaux. Le premier port du pays pour l'accueil des conteneurs, Tanjung Priok, à Jakarta, qui a traité 44 pour cent des exportations et 60 pour cent des importations en 2003, est aujourd'hui en partie détenu par des capitaux privés, et de l'investissement de sommes considérables en a fait un des plus grands ports maritimes internationaux assurant un service complet. Certains ports sont inefficaces, ce qui se traduit par un allongement des délais et un accroissement des coûts pour le transport du fret intérieur et des marchandises exportées. Le financement et la conteneurisation par le secteur privé ont été lents à se développer, surtout en dehors des principaux ports de Java. Il en a été de même pour l'introduction de nouvelles technologies et pour la facilitation des transferts intermodaux. Les tarifs portuaires sont bas, ce qui permet

uniquement aux grands ports de rentrer entièrement dans leurs frais. Avec l'adoption du Code international de la sécurité des navires et des ports en juillet 2004, tous les ports internationaux de l'Indonésie se sont vus obligés d'appliquer des mesures de sécurité rigoureuses.

### *Transport aérien*

79. Pendant la période étudiée, la réglementation a sensiblement changé avec le Décret ministériel n° 81 (2004) portant révision du Décret général précédent n° 11 (2001) relatif à l'ensemble des activités de transport aérien afin de créer, selon les autorités, une concurrence plus juste dans les services de transport aérien intérieur et international. Les fournisseurs étrangers de services de transport intérieur réguliers doivent opérer en coentreprise, où la participation étrangère est plafonnée à 49 pour cent, et les compagnies aériennes étrangères peuvent offrir des services de transport de passagers internationaux et intérieurs à la demande, de point à point. La Décision du Ministre des communications n° 82 (2004) concernant les procédures à bord témoigne du fait que les préoccupations relatives à la maintenance, à la sûreté et à la sécurité s'accroissent avec un secteur du transport aérien en plein essor. La Direction générale des communications aériennes (Ministère des communications) est chargée de réglementer l'aviation civile, y compris la sécurité en vol. L'avion est indispensable pour transporter les personnes, les marchandises de grande valeur et le courrier parce qu'il facilite la mobilité et permet un accès vital à des régions isolées, contribuant par là même à l'intégration des îles de tout le pays. L'Indonésie possède 179 aéroports commerciaux, dont trois (à Jakarta, Denpasar et Surabaya) représentent approximativement 60 pour cent du trafic de passagers. Si les aéroports principaux fonctionnent correctement, d'aucuns s'inquiètent de la façon dont la sûreté et la sécurité sont gérées dans le secteur et du financement nécessaire pour développer les aéroports de taille petite ou moyenne, notamment dans les régions isolées. Les tarifs des aéroports intérieurs, maintenus à un bas niveau, ne permettent pas de récupérer le coût des services fournis. En conséquence, seuls les grands aéroports qui traitent un trafic international important sont rentables. L'augmentation de la demande due à la déréglementation et au développement des compagnies à bas coûts ajoute à la pression qui s'exerce sur la capacité des aéroports de taille moyenne. De même, il convient de prêter attention à la sûreté et la sécurité du transport aérien<sup>34</sup> compte tenu de l'expansion rapide du parc commercial, de l'absence d'un dispositif de contrôle de la circulation aérienne unifié, et des problèmes posés par la sécurité en général dans la région.

80. Le secteur de l'aviation civile a été financièrement éprouvé à la suite de la crise financière asiatique mais, depuis la période qui a précédé la crise, le trafic s'est accru de plus de 50 pour cent. Le nombre de passagers sur les vols intérieurs a grimpé de 6,3 millions en 1999 à 34 millions en 2006. Ce résultat s'explique en partie par la baisse des tarifs aériens du fait de la concurrence, et par une extension de la zone géographique desservie par le transport aérien. Il existe actuellement deux compagnies publiques, Garuda et Merpati, dont la part du marché des vols intérieurs s'élevait,

---

<sup>34</sup> Au début de 2007, la presse a abondamment parlé des résultats d'une enquête réalisée en 2007 par le Service national d'évaluation de la sûreté et de la sécurité dans les transports à la suite de nombreux accidents mortels impliquant des compagnies aériennes indonésiennes et survenus depuis 2002, braquant ainsi les projecteurs sur les normes de sécurité en vigueur dans le secteur en Indonésie. L'enquête a révélé, entre autres, que ces normes s'étaient dégradées depuis la déréglementation du transport aérien, et a montré la nécessité de réorganiser au complet les instances de réglementation en veillant notamment à ce que les licences qu'elles délivrent soient fondées sur les règles et règlements et non pas octroyées au prix de négociations, de marchandages ou de pots de vin. Selon des articles de presse, le Service a également recommandé que la Commission nationale de la sécurité dans les transports devienne un organe indépendant et relève du Président au lieu d'être placée sous l'autorité du Ministère des transports.

respectivement, à 20 et 5 pour cent en 2006<sup>35</sup>; le gouvernement songe à les privatiser toutes les deux. Les compagnies à bas coûts – de petite taille pour la plupart – prolifèrent depuis que le secteur a été libéralisé en 2000. Avant 1999, on comptait cinq transporteurs réguliers et quelques compagnies de charters; aujourd'hui, 37 licences ont été délivrées et 23 compagnies régulières sont en service. Le plus gros opérateur de vols bon marché est Lion Air, avec une part du marché estimée à 19,5 pour cent en 2006 pour le transport de passagers sur les lignes intérieures. Le durcissement de la concurrence dans les segments des vols intérieurs et des vols internationaux locaux a contraint Garuda à lancer un service à bas prix. Le train et les ferries perdent aussi des clients à cause de l'essor des compagnies à bas coûts. L'expansion rapide du transport aérien devrait avoir des conséquences importantes pour les infrastructures aéroportuaires et les compagnies pour ce qui est d'accroître la part des investissements extérieurs.<sup>36</sup>

#### iv) Tourisme

81. Pendant la période à l'examen, le nombre de visiteurs est demeuré supérieur à 5 millions par an, sauf en 2003, où la fréquentation a été particulièrement faible à cause de l'épidémie de SRAS dans la région. Il ressort des données du gouvernement que les recettes touristiques se sont élevées à 4,5 milliards de dollars EU en 2005, en baisse par rapport à l'année précédente (4,8 milliards). De même, le nombre de visiteurs internationaux est tombé de 5,3 millions à un peu plus de 5 millions en 2005. Le gouvernement visait un total de 6 millions de touristes en 2005, mais c'était avant que le tsunami de l'océan Indien ne dévaste en partie le nord de Sumatra à la fin de 2004. Selon les estimations, la fréquentation a baissé d'environ 3 pour cent en 2006, tandis qu'à Bali, principale destination touristique du pays, les arrivées ont accusé un recul de quelque 13 pour cent durant la même période (tableau IV.15). Les touristes ont été dissuadés par les catastrophes naturelles – séismes, tsunamis, incendies de forêt, etc. –, ainsi que par la menace de la grippe aviaire et le risque de nouveaux attentats terroristes. On a estimé que, en 2005, un tiers des visiteurs reçus en Indonésie voyageaient pour affaires; quant aux autres, la plupart étaient des vacanciers. En 2006, un peu plus des visiteurs voyageaient pour affaires, et les vacanciers ont représenté environ un tiers du total. Singapour reste la principale source de visiteurs, avec 24 pour cent du total en 2006, suivi de la Malaisie (13 pour cent) et du Japon (10 pour cent). On dénombre au total 11 461 hôtels, qui offrent 285 530 chambres et 465 021 lits. Dans l'ensemble du pays, le taux d'occupation des chambres s'établissait à exactement 45 pour cent à la fin de 2006.

Tableau IV.15  
Nombre de visiteurs arrivés en Indonésie, 2003-2006

Année	Visiteurs internationaux	Dépenses moyennes par personne (\$ EU)		Durée moyenne du séjour (en jours)	Recettes en devises (millions de dollars EU)
		Par séjour	Par jour		
2003	4 67 021	903,74	93,27	9,69	4 037
2004	5 321 165	901,66	95,17	9,47	4 798
2005	5 002 101	904,00	99,86	9,05	4 522
2006	4 871 351	919,03	100,48	9,09	4 448

Source: Renseignements fournis par les autorités indonésiennes.

<sup>35</sup> Contre 29 et 16 pour cent, respectivement, en 2003. Les autorités affirment que ces compagnies ne bénéficient pas de garanties ni de subventions du gouvernement, et qu'il n'existe pas de "marchés captifs"; rien n'oblige, par exemple, les fonctionnaires à voyager sur des compagnies indonésiennes ni les marchandises intéressant le gouvernement à être transportées par ces compagnies.

<sup>36</sup> Les étrangers peuvent détenir 49 pour cent du capital des compagnies aériennes.

82. L'État est très présent dans l'industrie touristique. Il est propriétaire de la principale compagnie de transport aérien intérieur et international ainsi que d'un autre gros transporteur, Merpati. Il est aussi présent dans des agences de voyages et des chaînes hôtelières locales. Le gouvernement s'emploie à promouvoir le tourisme en utilisant différents thèmes, en s'efforçant parallèlement d'améliorer l'image de l'Indonésie en tant que l'une des destinations les plus variées. Comme le dit le Plan stratégique national pour le tourisme, les acteurs du développement touristique en Indonésie ont à cœur de faire du tourisme un instrument de consolidation de l'identité et l'unité nationales, d'amélioration du bien-être de la nation et de promotion de l'entente entre les peuples.<sup>37</sup> La promotion du tourisme est un travail complexe, auquel œuvrent plusieurs organismes et acteurs, sous la houlette, toutefois, de l'Agence indonésienne pour la culture et le tourisme.

---

<sup>37</sup> Il est reconnu dans ce plan que le tourisme pèse lourd sur des écosystèmes fragiles et sur l'environnement culturel parce qu'il se concentre sur des sites naturels et culturels vulnérables. Depuis quelques années, l'Indonésie prend quelques distances avec le tourisme de masse pour s'orienter davantage vers le tourisme spécialisé, qui sous-entend généralement le respect des trois piliers du développement durable: un tourisme respectueux de l'écologie et de l'environnement, adapté à la réalité socioculturelle, et économiquement rentable.

## BIBLIOGRAPHIE

Ambassade des États-Unis à Jakarta (2007), *Indonesia Trade and Investment Highlights, January: "GOI considers abolishing textile e decree"*, Section économique.

APEC (2005), *Individual Action Plan Indonesia*; Rapport de la Session d'examen par les pairs du PAI de l'Indonésie; Réunion des hauts fonctionnaires I, Séoul, Corée, 3-4 mars 2005. Adresse consultée: [http://www.apec.org/document/INA\\_2005:Annex\\_1-Study\\_Report\\_Peer\\_Review.pdf](http://www.apec.org/document/INA_2005:Annex_1-Study_Report_Peer_Review.pdf).

BAD/OCDE (2006), *Curbing Corruption in Public Procurement in Asia and the Pacific*, septembre. Adresse consultée: [www.oecd.org](http://www.oecd.org).

Banque asiatique de développement (2006), *Asian Development Outlook 2006 – Indonesia*, Manille.

Banque asiatique de développement (2007), *Asian Development Outlook 2007 – Indonesia*, Manille.

Banque d'Indonésie (2005), *2005 Economic Report on Indonesia*, Jakarta.

Banque mondiale (2003), *Indonesia – Combating Corruption in Indonesia; Enhancing Accountability for Development*, novembre, Washington D.C.

Banque mondiale (2005), *Raising Investment in Indonesia: A Second Generation of Reforms*, février, Washington D.C.

Banque mondiale (2006a), *Doing Business Report*. Adresse consultée: <http://francais.doingbusiness.org/ExploreEconomies/Default.aspx?economyid=90>.

Banque mondiale (2006b), *Indonesia Trade Note*, juin 2006, Jakarta.

Banque mondiale (2006c), *Investing for Growth and Recovery: The World Bank Brief for the Consultative Group on Indonesia*, juin, page 18. Adresse consultée: [http://siteresources.worldbank.org/INTINDONESIA/Resources/CGIO3/cg\\_Brief2006\\_ExecSum.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTINDONESIA/Resources/CGIO3/cg_Brief2006_ExecSum.pdf).

Banque mondiale (2006d), *Making the New Indonesia Work for the Poor*, novembre, Washington D.C.. Adresse consultée: <http://siteresources.worldbank.org/INTINDONESIA/Resources/Publication/280016-1152870963030/2753486-1165385030085/MakingtheNewIndonesia.pdf>

Banque mondiale (2006e), *Sustaining Economic Growth, Rural Livelihoods, and Environmental Benefits: Strategic Options for Forest Assistance in Indonesia*, Washington D.C.

BKPM – Conseil de coordination de l'investissement (2006), *Investment Opportunities – Indonesia Investment Guide*, Jakarta.

BPS-Statistics Indonesia (2004), *Statistical Yearbook of Indonesia 2004*, Jakarta.

Chambre de commerce et d'industrie d'Indonésie (2006), *Business Facts and Figures Indonesia 2006*, Jakarta.

Dowling, John Malcolm (2006), *Competition Policy in Indonesia*, Singapore Management University Economics and Statistics Working Paper Series, février.

Economist Intelligence Unit (2006), *Country Commerce Indonesia*, Londres.

Economist Intelligence Unit (2007), *Country Report Indonesia*, février, Londres.

Fonds monétaire international (2005), *Labour Market Policies and Job Creation in Indonesia* – Divers numéros, juin, Washington, D.C.

Fonds monétaire international (2006), *Staff Report for the 2006 Article IV Consultation, IMF Country Report No.06/319*, août, Washington, D.C.

Mann, Richard, *Business in Indonesia 2006-2007*, Gateway Books International, Jakarta.

OMC (2003), *Examen des politiques commerciales - Indonésie*, novembre, Genève.

PNUD (2006), *Rapport mondial sur le développement humain 2006*. Adresse consultée: [http://hdr.undp.org/hdr2006/report\\_fr.cfm](http://hdr.undp.org/hdr2006/report_fr.cfm).

Transparency International (2006), *Handbook for Curbing Corruption in Public Procurement – Part II*. Adresse consultée: <http://www.transparency.org/content/download/12496/120034>.

USTR (2006), *National Trade Estimate Report on Foreign Trade Barriers – Indonesia*; Adresse consultée: [http://www.ustr.gov/assets/Document\\_Library/Reports\\_Publications/2006/2006\\_NTE\\_Report/asset\\_upload\\_file929\\_9220.pdf](http://www.ustr.gov/assets/Document_Library/Reports_Publications/2006/2006_NTE_Report/asset_upload_file929_9220.pdf).